

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 25 MAI  
N° 193 1,50 F  
Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire N° 56 942

**Une insulte  
au peuple  
Pétain à  
la télé**

voir p. 3

## LIBAN Le monde arabe unanime contre Giscard

La déclaration de Giscard sur la possibilité d'une intervention militaire française au Liban a provoqué de vives réactions dans les pays arabes. Au Liban, Karamé, chef du «Bloc National» et l'OLP, ont rejeté la proposition française. Yasser Arafat a réuni les ambassadeurs arabes à Beyrouth pour organiser une riposte à cette proposition colonialiste. Seules les phalanges et Chamoun se sont montrés satisfaits de cette «réventuelle intervention». Ce qui montre assez clairement le sens d'une telle démarche. La bourgeoisie française veut envoyer ses troupes pour aider les forces réactionnaires libanaises.

Du côté des pays arabes, le mécontentement est presque général. Au Koweït, les journaux demandent à la France de ne pas «s'empêtrer dans cette affaire si elle tient à garder de bonnes relations avec les arabes». Kadhafi, président de la Libye, a dit qu'il considérerait toute intervention française au Liban comme «une agression militaire contre ce pays». Même la Jordanie a trouvé que ce serait une ingérence dans les affaires d'un pays. L'Algérie a dénoncé cette proposition dans «El-Moujahid» qui écrit : «La proposition française... est un outrage aux Libanais eux-mêmes et aux Arabes, parce qu'elle est une ingérence flagrante dans les affaires intérieures d'un pays» et plus loin, «la proposition française ne peut revêtir que les formes d'un prolongement de la politique américaine au Proche-Orient». La Syrie et l'Irak ont tout de suite dénoncé la proposition française.

suite p.8

## 37ème Congrès CFDT CONTRE LA CRISE QUELLE STRATEGIE ?

Aujourd'hui s'ouvre à Annecy le Congrès Confédéral de la CFDT. Edmond Maire y présente son Rapport Général, l'interprétation de la direction réformiste sortante sur la crise, les luttes de la période, les solutions politiques et les alliances à nouer contre la bourgeoisie, rassemblées sous le vocable d'une «stratégie autogestionnaire d'Union des Forces Populaires»...

S'agit-il là, en quoi que ce soit, d'une réponse aux aspirations des travailleurs, une stratégie de lutte contre la crise proposant une issue conforme à leurs intérêts et leur volonté de transformation révolutionnaire de la société d'exploitation ?

Que reprend donc en compte ce Congrès ? Il tire un bilan plus que discret des manœuvres social-démocrates à l'encontre du syndicat et de la main-mise réformiste, liquidatrice des acquis de lutte de classe de la CFDT d'après 70. Faute de succès «autogestionnaires», on s'y livre aux délices de l'auto-satisfaction : la CFDT prendrait soudain vertu de rassembler autour d'elle-même l'«Union des Forces Populaires», ombre syndicale de l'Union de la Gauche «rééquilibrée»... Quant aux luttes ! On en cherchera en vain un bilan mobilisateur ! Un comble : la «Résolution Action», sensée orienter l'intervention



revendicative de la CFDT pour les années à venir, est complètement coupée de ce qui tient lieu d'analyse de la crise et de tout contexte politique !

Aussi tournerons-nous notre attention à Annecy essentiellement vers ce qui s'opposera à cette stratégie hors des luttes, soumise à l'Union de la Gauche, à ses projets bourgeois. L'alternative au rapport Maire surgira avant tout des entreprises actuellement dans l'action, de leur

bilan politique, de celui des nombreux syndicalistes qui, dans la Centrale, aspirent à un syndicalisme de masse et de classe, dégagé du réformisme et sans concession face au révisionnisme.

Malgré les obstacles dressés dans la préparation et la tenue même du Congrès, les aspirations des travailleurs sauront se faire entendre et tracer dans la CFDT la voie d'une stratégie révolutionnaire contre la crise !

Stéphane RAYNAL

## ILS RENTRENT AU CAMBODGE



Lire en page 12, la déclaration des 126 patriotes qui retournent dans leur pays et dénoncent les campagnes contre le Cambodge.

## La Rochelle : Violents affrontements

# LES METALLOS RIPOSTENT A L'AGRESSION DES FLICS

Après l'avertissement du préfet de région Courry, la «reprise» du travail à la CIT-Alcatel a eu lieu concernant uniquement les cadres CFT et quelques ouvrières (nouvelles dans l'usine qui sont l'objet de nombreuses pressions).

Dès 4 heures hier matin, trente cars de CRS et de gendarmes mobiles prenaient place autour de l'usine, quadrillant systématiquement la zone industrielle. Les travailleurs grévistes étaient présents en grand nombre à l'embauche de 7 h 15. Tout était calme jusqu'à 10-11 heures où les flics se re-

plièrent, laissant la grille libre, mais fermée. A ce moment, les ouvriers essayèrent de rentrer dans l'usine, vite repoussés par les grenades lacrymogènes. La riposte ne tarda pas et les ouvriers affrontèrent les flics jusqu'à 12 h 30. Les affrontements devaient recommencer à partir de 14 heures et se poursuivre jusqu'au soir. Une vingtaine de flics ont été blessés. Les CRS sont entrés chez un habitant qui avait hébergé plusieurs manifestants, et l'ont envoyé à l'hôpital.

voir p. 10

# SALLAUMINES LES MINEURS MANIFESTENT DEVANT LE SIÈGE DES HOUILLÈRES

Suite à la décision de la direction des Houillères de lock-outer les mineurs du puits de Sallaumines, en grève le 13 mai, une lutte s'est déclarée à partir de ce jour-là, qui touchait trois puits la semaine passée, soit 3000 mineurs. Cette grève s'est étendue à un nouveau puits de Sallaumines et ainsi qu'au puits de l'Épinette dans le Douaisis,

région de Douai, ce qui fait cinq puits, soit 5000 mineurs en grève. Hier, les mineurs de Sallaumines se sont rassemblés devant leur fosse et se sont rendus en cortège à la mairie de Sallaumines puis se sont dirigés vers la sous-préfecture de Lens où une motion devait être déposée.

voir nos informations page 4

# ENQUÊTE

## A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -10-

### L'ESPACE COUPÉ EN TRANCHES

#### OU LA LOGIQUE DU PROFIT

par Frédéric MONTAGNET

Au cours des pages précédentes nous avons illustré différents aspects de la question du logement : logements anciens, organisation de l'espace dans les ZUP, les villes nouvelles... Aujourd'hui nous allons faire un détour historique pour mettre à jour cette logique aberrante qui a conduit à un tel entassement dans les villes pendant que les campagnes se vidaient. Car en fin de compte c'est bien l'opposition ville-campagne qui est au cœur de la question comme l'affirmait Engels en 1872 soulignant que la crise du logement ne pourra être résolue que si la société est assez transformée pour qu'elle puisse s'attaquer à la suppression de cette

opposition poussée à l'extrême dans la société d'aujourd'hui. Dans les prochains jours nous poursuivrons l'examen de la fonction du logement et de son évolution, de la rente foncière, des contradictions de la politique gouvernementale. Puis nous donnerons la parole à des architectes progressistes, nous parlerons du logement en pays socialiste et nous traiterons des luttes sur le front du logement et de l'urbanisme. Sur toutes ces questions et plus généralement sur tout ce qui touche au logement, nous publierons les contributions, témoignages, critiques des lecteurs.



#### DES QUARTIERS POUR LES OUVRIERS, DES QUARTIERS POUR LES RICHES

La division de l'espace en régions économiques spécialisées, sous l'impulsion de la logique capitaliste se double d'une division sociale à l'intérieur des villes. Division que la société bourgeoise reproduit sans cesse, depuis deux siècles, sous des formes différentes.

Aujourd'hui, c'est la ville même qui est refusée aux ouvriers et colonisée par les cadres.

Les quartiers centraux ne peuvent accueillir que des immeubles coûteux, en raison de leur situation privilégiée, très recherchée par les bourgeois pour s'y établir ou y établir leurs bureaux.

Là encore, le hasard n'y est pas pour grand chose. Il y a à la ségrégation sociale des raisons écono-

Pour les capitalistes

### LA VILLE DOIT ÊTRE RENTABLE

Si l'on réfléchit, le désordre de la ville n'est pas aussi incohérent qu'il y apparaît. Chaque élément constitutif de la ville tend à avoir une place bien déterminée. Ainsi, en gros, les grands magasins et les bureaux se trouvent au centre de l'agglomération, les grosses usines à sa périphérie. Quant à l'implantation du logement, elle tend de plus en plus à s'éloigner du centre de l'agglomération, envahissant les banlieues de plus en plus lointaines.

communication et des réserves d'énergie, afin de réaliser des économies de transport, et donc d'avoir des prix plus compétitifs ; - à proximité d'une agglomération, afin de disposer d'une réserve de main d'œuvre renouvelable à souhait ; - là où le terrain n'est pas trop cher, c'est-à-dire plutôt à la périphérie des villes.

Le logement de la classe ouvrière, au XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont les mansardes, les caves, les immeubles vétustes de la ville même. Mais comme cela ne suffit pas, de nouveaux logements s'agglomèrent autour des usines. Il en reste aujourd'hui encore des traces dans les villes d'industrialisation ancienne : c'étaient par exemple les arrondissements de la périphérie de Paris ou de Lyon. Ce qui importait alors au capitalisme, com-

Cette organisation de l'espace ne doit en fait que peu de chose au hasard, mais beaucoup par contre à la logique capitaliste qui a guidé l'industrialisation. Regardons en effet quels éléments sont entrés en ligne de compte, dans les choix effectués par les capitalistes pour l'implantation de leurs entreprises, sachant que ce qui importe avant tout au capitaliste, c'est la réalisation du maximum de profit possible. Pour cela, il fallait être :

L'implantation des grands magasins traditionnels (habillement, ameublement...) répondait, elle, avant tout à des impératifs de marché. Où pouvait-on espérer vendre le plus facilement, sinon dans les quartiers centraux, apanage depuis des siècles des classes dominantes ? C'est encore là qu'on les trouve à l'heure actuelle dans toutes les grandes villes (Nouvelles Galeries, Printemps, Samaritaine... qui restent pour l'essentiel des magasins de luxe). Depuis, avec la diffusion plus large des produits de l'industrie, un nouveau type de magasins, dont le marché prin-

alors au capitalisme, compte tenu du caractère encore rudimentaire des moyens de transport, c'était de loger le plus de monde possible dans l'espace limité de la ville, pas trop loin de l'usine.

Quand il n'existait pas encore d'ascenseur, cette division sociale de l'espace suivait les étages : au premier étage, habitait le grand bourgeois, souvent propriétaire de l'immeuble tout entier ; et, au fur et à mesure que l'on montait dans l'immeuble, on descendait d'autant dans la hiérarchie sociale, jusqu'à la mansarde ouvrière.

Des formes similaires de cette division, c'étaient les immeubles ayant pignon sur rue pour les bourgeois, les ruelles sombres et les cours pour le peuple. Ou encore, les ghettos ouvriers où les bourgeois ne s'aventuraient jamais.

#### Un paysage modelé par la production capitaliste

La séparation villes-campagnes n'est pas apparue avec le capitalisme. Elle date de la séparation entre l'agriculture et les métiers, déjà commencée sous le régime de l'esclavage. Mais c'est le développement sur une large échelle du mode de production capitaliste qui lui a donné l'impulsion décisive. Le paysage que nous connaissons aujourd'hui a été entièrement modelé par l'industrialisation capitaliste.

Avec la grande industrie apparue à la fin du siècle dernier, des masses énormes de prolétaires, anciens artisans, paysans ruinés, se sont concentrés dans les villes. Dans les campagnes, la mécanisation accentue la différenciation entre paysans riches et petits paysans condamnés à devenir salariés agricoles et pour l'immense majorité à émigrer vers les villes. Des régions entières telle l'Ardèche se vident. L'agriculture n'est conservée que là où elle est rentable et la spécialisation à outrance amène à la constitution de zones de monoculture telle le Languedoc-Roussillon pour le vin. A l'opposé, ce sont de monstrueux entassements dans quelques villes.

#### LA DIVISION ENTRE ZONE D'HABITAT ET ZONE D'EMPLOI SE CREUSE

Avec le développement du capitalisme, la division entre zones d'habitat et d'emploi se creuse sans cesse. Plusieurs facteurs y concourent :

tivités de gestion. De même l'appareil d'État, en se renforçant, exige un nombre croissant d'agents et de bureaux. Pour les bureaux, les sièges sociaux d'entreprises, il faut le maximum de facilités de communication. Le développement récent de l'informatique, étant donné son coût renforce ce phénomène. De plus l'emplacement des sièges sociaux comme des sièges de l'appareil d'État doit conférer à l'entreprise et à l'État un certain prestige. Toutes ces raisons font que les bureaux s'agglomèrent au centre des villes et en chassent les habitants.

C'est ce processus qui fait des centres des grandes villes des quartiers déserts la nuit parce qu'inhabités, alors que des dizaines de milliers d'ouvriers et d'employés mettent des heures à rentrer chez eux.

Avec le développement des transports en commun et secondairement de l'automobile, la distance ne constitue plus un obstacle pour les patrons. Ils peuvent rejeter les ouvriers à des dizaines de kilomètres de leur lieu de travail, dans des cités-dortoirs.

Les motivations politiques entrent pour beaucoup également en ligne de compte. Ainsi, après la Libération, les bastions ouvriers de Paris ont été progressivement éliminés, le processus se poursuit encore dans la proche banlieue des villes comme Vitry, Ivry...

Avec la concentration des entreprises s'accroissent parallèlement les ac-

#### L'URBANISME : UN ÉLÉMENT DU MAINTIEN DE L'ORDRE

Mais, il y a surtout des raisons politiques à cet état de choses. L'urbanisme en effet devient de plus en plus un élément du maintien de l'ordre. Cela a commencé avec le célèbre Haussmann qui perça à Paris, sous le Second Empire, de grandes artères. Sans doute le prétexte invoqué était-il l'amélioration de la santé et de l'hygiène publiques. L'ennui, c'est que les taudis détruits ne disparaissaient pas du tout. Ils ne faisaient que se déplacer. Non, la vérité est que ces avenues faisaient de magnifiques champs de tir, idéaux pour la répression des insurrections ouvrières. Enfin dans le même ordre d'idées, la décision de faire tout pour supprimer les bidonvilles de la région parisienne, n'est pas

étrangère à la constitution de réseaux FLN dans ces mêmes bidonvilles pendant la guerre d'Algérie.

ne fait qu'approfondir la division en classes de la société.

On conclura par cette affirmation révélatrice, prononcée par un ancien ministre du logement, Albin Chalandon : « Il est possible de dire qu'aujourd'hui, dans notre société industrielle, le principal élément d'inégalité sociale repose moins sur le phénomène de production lui-même et sur les conditions de travail qu'il suscite que sur l'urbanisation ».

Voilà le cadre de vie que nous offre le capitalisme, un cadre de vie morcelé, mutilé, qui ne doit rien au modernisme, mais tout à la logique contre laquelle se bat dans les usines la classe ouvrière.

Constat des misères qu'engendre la division sociale de l'espace d'un côté, de l'autre l'incapacité à désigner le véritable responsable ; le mode de production capitaliste qui

Le capital s'est approprié l'espace, au nom de quoi il exige pour tout un tribut à la société : il faut payer le sol, mais aussi la place qu'on occupe sur le sol (à proximité du métro, à proximité du centre-ville, à proximité des cours d'eau, de la mer, des lacs...) Mais ce faisant, le capitalisme ne fait que rendre plus insupportable sa domination, plus nécessaire sa destruction.

# POLITIQUE

## PETAÏN A LA TELEVISION : UNE INSULTE AU PEUPLE

*Ce soir sur la deuxième chaîne, Armand Jammot a programmé aux «Dossiers de l'Écran», un film et un débat sur Pétain. Il y a longtemps que cette émission est dans les tiroirs, mais jusqu'à maintenant, le directeur d'Antenne 2 hésitait à donner le feu vert, craignant les réactions populaires et en particulier celles des résistants. Cette fois, on a dû penser en haut lieu que l'heure serait venue de ressortir cette charogne des poubelles de l'histoire.*

Bien entendu, cette émission n'est pas ouvertement présentée comme une réhabilitation de Pétain. Mais le scandale, c'est bien qu'un tel débat puisse avoir lieu à la télévision entre les pour et les contre, comme si l'on pouvait tenir la balance égale entre les collabos qui ont participé aux côtés des nazis à la chasse aux résistants, à leur torture, et à l'extermination de millions de communistes, et de patriotes, et ceux qui furent leurs victimes avant d'être leurs vainqueurs.

L'émission sur Pétain s'intègre à un processus de réhabilitation des collabos et de dénigrement de la Résistance.

La Résistance populaire aux armées nazies est restée en travers de la gorge de la bourgeoisie. Avec De Gaulle, la bourgeoisie avait néanmoins réussi à s'annexer en partie cette période, mais depuis la disparition de De Gaulle de la scène politique, elle n'a plus de représentant capable d'incarner cette époque. Pompidou qui s'accommoda fort bien de l'occupation, avait commencé l'œuvre de réhabilitation des collabos en grâçant Touvier et en lui laissant la jouissance des biens qu'il avait extorqué aux familles qu'il livra aux nazis. C'est encore Pompidou qui avoua publiquement son aversion pour les résistants. Depuis l'élection de Giscard, ce processus s'est accéléré : une série de films, excusant les atrocités nazies

ou niant l'héroïsme de notre peuple contre l'occupant nazi ont vu le jour. Giscard est allé plus loin. Il a supprimé la commémoration officielle du 8 mai, anniversaire de la victoire sur les nazis. Dernièrement, le film «chantons sous l'occupation» dénonçant la collaboration «d'artistes» français a été retiré de l'affiche au bout de quelques jours de projection.

Pour Giscard, il ne s'agit pas seulement d'obtenir l'adhésion de l'ensemble de la bourgeoisie même de celle qui s'est le plus compromis dans la collaboration.

C'est l'esprit de la résistance qu'il faut exorciser, cette idée que notre peuple en comptant principalement sur ses propres forces a pu par les armes, chasser les armées nazies, malgré la trahison de la bourgeoisie. Cette idée-là, à un moment où la crise politique s'aiguise, où le gouvernement s'apprête à des abandons de souveraineté au profit des USA et de l'Allemagne, est dangereuse pour la bourgeoisie. Il faut la rayer de la conscience populaire.

La projection de cette émission sur Pétain est non seulement une injure aux résistants à tous ceux qui sont tombés sous les balles des nazis ou des miliciens de Pétain, à travers cela, ce sont les luttes populaires que la bourgeoisie tente de conjurer, et sa propre trahison.



### PÉTAIN : UNE LONGUE CARRIÈRE DE CRIMINEL

Avant de serrer la main à Hitler à Rethondes, Pétain s'était déjà signalé comme assassin et bourreau du peuple en réprimant dans le sang, les mutineries dans l'armée française en 1916. Il poursuit sa carrière sanginaire au Maroc où il écrase la révolte du peuple marocain.

Ami personnel de Franco, il est envoyé en 1939, comme ambassadeur extraordinaire à Madrid.

Appelé au gouvernement

en mai 40, Pétain n'a qu'une crainte : que le peuple se dresse contre l'invasisseur, ce qui l'amène à signer l'armistice avec les nazis, à leur céder la moitié du territoire national et instaurer sur l'autre moitié, un régime fasciste : «l'Etat français». Il collabore étroitement avec l'Allemagne, fait la chasse aux communistes, aux patriotes et aux juifs qui sont déportés par centaines de milliers vers les camps de concentration. Condamné à mort, sa peine fut commuée

en prison à vie par De Gaulle.

Parmi les admirateurs de Pétain, un certain Jacques Bardoux s'est illustré en préfaçant un de ses ouvrages «théoriques» d'inspiration fasciste : «La politique sociale de la France» qui parut en 1941. Ce Jacques Bardoux n'est autre que le grand père maternel de Giscard à qui il transmet son siège de député en 1955. Giscard a de qui tenir, puisque son père reçut la francisque, la plus haute distinction pétainiste.

### SAUNIER-SÉITÉ LÂCHE LES CHIENS

MONTPELLIER

A la faculté des Lettres, les étudiants avaient voté en AG le boycott des examens. Lundi 24 mai à 7 heures du matin, les flics envahissent la faculté. Pour résister à leurs charges, les étudiants lancent des cocktails molotov. Les flics embarquent trois étudiants après avoir sauvagement frappé une étudiante.

Les grévistes essaient de convaincre les non-grévistes de ne pas passer les examens sous le contrôle des flics. Le président de l'université désigne alors aux flics deux étudiants grévistes qui sont embarqués. Il proclame : «Les examens se passeront coûte que coûte». Il appelle alors du renfort, les CRS arrivent en force. Les quelques étudiants venus passer les examens repartent. La faculté est fermée pour la journée. Les grévistes contactent un avocat pour défendre leurs camarades emprisonnés.

Cet après-midi, les étudiants ont décidé la même action pour demain lorsque la faculté rouvrira.

Correspondante Montpellier

BORDEAUX

Saunier-Séité a également fait intervenir les flics sur l'université de Bordeaux pour empêcher le boycott des examens. Il semble qu'elle soit décidée à prouver à ses collègues ministres qu'elle est aussi bonne matraqueuse qu'eux.

## LE P«C»F ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

*Les deux journées d'études de la section internationale du P«C»F ont été l'occasion pour les révisionnistes de réaffirmer leurs positions en matière de politique extérieure.*

*Les révisionnistes estiment que la politique extérieure de la France est dictée par le redéploiement de l'impérialisme français. Ce redéploiement s'effectue selon deux axes : une dépendance accrue envers l'impérialisme américain, un durcissement dans ses relations avec les pays «socialistes».*

## CONCORDE À WASHINGTON

*La presse organise toute une campagne autour du premier vol de Concorde de Paris à Washington, parlant de «vol historique». Une réception aura lieu au National Press Club de Washington. On ne ménage pas les moyens pour la mise en scène. Mais cela ne saurait dissimuler que l'opération Concorde est loin d'être un succès commercial.*

Les USA et l'URSS qui préparent chacun un avion supersonique, se sont arrangés pour bloquer les possibilités de liaisons aériennes. La production a été arrêtée à 16 appareils en France. D'autre part, les vols réguliers déjà en exploitation sont largement boudés : ainsi, les vols Londres-Bahrein se font avec des appareils à moitié vides. Si l'Australie a accepté que Concorde atterrisse sur son territoire, l'Inde et l'URSS ont refusé de laisser survoler

leur territoire et la liaison avec l'Australie se trouve au point mort.

D'autre part, on cherche à faire croire que ce vol est la preuve des talents de démarcheur de Giscard. Mais les vols sont toujours interdits à destination de New-York, et ils ne sont autorisés que pour 6 mois vers Washington.

On serait étonné que les démonstrations de Giscard voletant de ville en ville, aux Etats-Unis aient

suffi à convaincre les trusts de l'aéronautique américaine de sacrifier leurs propres projets. A moins bien sûr qu'il n'ait su monnayer une concession sur ce point par d'autres concessions plus importantes, y compris sur la politique extérieure française.

Toujours est-il qu'Air France a pris ses précautions pour éviter de faire voler Concorde à vide : les vols par Boeing ont été annulés, une technique de marketing comme une autre... En compensation, les PDG ont droit à des formalités d'entregistrement accélérées. Plus que jamais, Concorde est un moyen de transport réservé à une minorité de privilégiés.

Les intervenants ont dénoncé le fait que la France s'aligne de plus en plus sur l'impérialisme allemand et que le processus de construction de l'Europe politique se fait aux dépens de l'indépendance nationale. Mais cette insistance sur la soumission de la politique extérieure giscardienne aux intérêts de l'impérialisme français s'accompagne de curieux silences. Silence total en fait sur le sort de cet impérialisme dans la perspective de la venue au gouvernement de l'Union de la Gauche. Par exemple, il n'y a pas un mot sur les colonies françaises : la revendication d'indépendance des peuples de Djibouti, des Antilles et des autres colonies françaises n'atteint pas les oreilles de ces messieurs. Quant aux prises de position sur le Tiers Monde, derrière les positions de principes, elles

rèvent la vraie nature du projet du P«C»F.

Jacques Denis appelle ainsi à la reprise de liens privilégiés avec nos anciennes colonies : ce qui l'intéresse, ce sont les avantages («mutuels» bien sûr) que l'on pourrait retirer «de jeunes Etats aux immenses potentialités». Car malgré les paroles, il s'agit bien d'un projet chauvin qui vise à renforcer l'impérialisme français : «Les nationalisations et la planification donneront au potentiel économique une efficacité beaucoup plus grande qu'aujourd'hui où règnent gâchis et gaspillage» proclame l'Humanité. Tout le problème est là : efficacité plus grande pour qui ? Quelques nationalisations tordront-elles le cou de l'impérialisme ? N'est-ce pas plutôt proposer une meilleure gestion du capital sans remettre en cause le fonctionnement même de l'impérialisme ?

Car l'alternative que les révisionnistes proposent montre bien qu'il ne s'agit pas de se battre pour un nouvel ordre économique mondial, de soutenir la montée du Tiers Monde comme force politique. Le Tiers Monde est nié comme force politique autonome.

La solution, c'est la détente, c'est d'appliquer les accords d'Helsinki, d'activer la collaboration avec les satellites de l'URSS. Jacques Denis reprend en fait les propositions de l'URSS, marquant ainsi les limites de sa conception de l'indépendance nationale : «Cela pourrait jouer un rôle d'entraînement pour la conclusion d'un traité mondial du non-recours à la force, comme l'URSS vient d'ailleurs d'en faire la proposition».

Ainsi, sous couvert d'indépendance nationale, qui permet des appels du pied aux gaullistes («Nous aussi, nous avons une certaine idée de la France»), il s'agit de faire pénétrer les dangereuses théories sur la détente. C'est précisément sur le leurre que constitue la détente que les deux super-puissances s'appuient pour faire progresser leurs projets bellicistes et hégémonistes. Changer de sphère d'influence ne nous rendra pas libres.

Ce qu'il faut, c'est détruire de fond en comble l'impérialisme français et assurer notre indépendance contre les deux super-puissances. Evidemment, M<sup>r</sup> Kanapa n'en dit mot.

Y. BEAUMONT

# LUTTES OUVRIÈRES

## LES MINEURS MANIFESTENT DEVANT LE SIÈGE DES HOUILLÈRES

suite de la p. 1

Ce rassemblement était de plus de 2000 personnes, composé d'une majorité de travailleurs immigrés et d'un groupe important de femmes. Tout au long du cortège, on pouvait remarquer de nombreux drapeaux rouges. L'Internationale retentira. De nombreux mots d'ordre seront scandés : «*Levée du lock-out, pour le respect du droit de grève*». Le rassemblement se faisait devant la mairie de Sallaumines, (qui est une mairie révisionniste) et au moment de l'arrivée des mineurs, il s'est passé une scène amusante : il y avait une banderole invitant à un bal qui a été changée en catastrophe par trois employés municipaux pour être remplacée par une banderole indiquant «la municipalité de Sallaumines est solidaire des mineurs en lutte», banderole qui était d'ailleurs assez usagée !

L'argument que met en avant la direction pour

justifier le lock-out d'un certain nombre de puits (la grève d'une heure du 13 mai a été faite sur tous les puits mais la direction n'a lock-outé que sur deux puits, le 5-13 de Sallaumines et le puits de l'Épinette) c'est le suivant : «Avec une grève au fond, c'est vous syndicats qui êtes responsables de la sécurité (quand les mineurs de fond font grève, ils remontent et ce sont les syndicats qui sont responsables de la sécurité) mais pas lors d'une grève au jour comme vous avez fait le 13 mai en descendant une heure en retard. Dans ce cas-là, ce sont les Houillères qui sont responsables à la sécurité, puisque personne ne descend». Hecquet a ajouté à l'adresse des syndicalistes «vous êtes donc de mauvais syndicalistes» !! Mais contre ce lock-out, c'est 5000 travailleurs aujourd'hui qui sont en lutte !

Corr. Sallaumines

## Tanneries Dofan (Paris)

### LUTTE CONTRE LA LIQUIDATION DE L'ENTREPRISE

La société Dofan (tanneries) regroupe quatre usines en France. Son PDG ? Emric Gros, ancien PDG de l'express. Il menace de liquider plusieurs de ses usines. Déjà à Périers (dans la Manche), où les 107 travailleurs sont menacés de licenciement, ensuite à Grenoble, où 46 ouvriers sont menacés du même sort.

Quant à l'usine de Verdun, elle a été rachetée par les parapluiers Sauvagne (Aurillac) : si dans quinze mois, elle ne s'avère pas rentable, elle risque d'être fermée.

C'est aujourd'hui au tour des travailleurs de l'usine de Paris d'être menacés de chômage. Alors depuis plusieurs jours, ils ont décidé de riposter en se mettant en lutte. La raison officielle du dépôt de bilan serait «un trou de deux milliards». Mais les travailleurs ici ont de bonnes raisons de se poser des questions.

Comment expliquer de «trou» alors que les travailleurs sont surchargés de commandes ? La direction veut fermer l'usine alors que tout un tas de commandes ne sont pas satisfaites, alors que plus

de 7 000 sacs sont à fournir donc à fabriquer ! Mais la lutte menée actuellement si elle a pour objectif de s'opposer à tout licenciement, est aussi l'occasion pour les travailleurs de parler de tous les aspects de l'exploitation qu'ils subissent.

«Nous sommes payés au SMIC, même ceux qui ont dix-huit ans de maison !».

«Certains d'entre nous couchent sous les ponts et ce n'est pas une façon de parler, parce qu'ils ne peuvent pas payer de loyer.

Il y en a un d'entre nous qui est content qu'on occupe parce que maintenant il est logé !

Ici, le patron pour imposer les bas salaires, pratique le chantage : «Si vous n'êtes pas contents, ils y en a d'autres qui peuvent prendre votre place».

Mais aujourd'hui, c'est la lutte. Les travailleurs comptent même «faire comme à Lip» et procéder à des ventes sauvages de sac pour assurer le soutien financier.

Corr. Dofan

## DEVELOPPONS LE SOUTIEN AUX 23 DE BOURGOGNE ELECTRONIQUE

Le Comité de Soutien pour la réintégration des 23 licenciés de Bourgogne-Electronique a tenu sa 2<sup>e</sup> réunion vendredi.

Aux travailleurs ou représentants des syndicats des entreprises suivantes : Chausson (CGT), Comp-toir Lyon Allemand (CFDT) Centres de Tri PTT de la Plaine St Denis (CFDT), de Gennevilliers (CFDT), de

Stains (CGT), du Bâtiment (CGT), de Carrefour-Gennevilliers, d'étudiants de CET (CGT), de l'hôpital Franco-Musulman de Bobigny (CFDT), de LTT Conflans Ste Honorine (CFDT et CGT), de Thomson CSF

Levallois (CFDT), et de PCUK Levallois (CFDT et CGT), sont venus se joindre :

- la section CFDT de PCUK Levallois
- des travailleurs d'Olida (CFDT), de Westinghouse (CFDT), des AGP (CFDT)...
- des chômeurs
- des représentants de la coordination nationale des centres de FPA (CGT et CFDT)
- et, avec le soutien de l'Union Locale CFDT de Levallois.

L'ensemble des initiatives prises par les membres du Comité de Soutien montre que la lutte des 23 rencontre un écho très favorable auprès des travailleurs, qui voient très bien l'enjeu : atteinte au droit de grève, atteinte au droit syndical. Ainsi dans plusieurs sections syndicales, le problème a été posé : une motion de soutien proposée par la section CFDT du Centre de Tri de la Plaine St Denis a été adoptée au Congrès de l'USAT. La section CFDT de LTT a pris en charge la diffusion de l'appel des 23. Plusieurs sections CGT et CFDT prennent en main l'information sur la lutte des 23...

Des collectes vont être organisées sur les 3 usines PUK de Levallois par la section CFDT. Des personnalités ont été contactées par le Comité de Soutien, d'autres vont l'être pour

élargir l'audience de cette lutte.

De plus, notre comité a décidé de prendre contact avec le Comité de Soutien des Câbles de Lyon (Câbles de Lyon : 3 délégués sont menacés de licenciements, l'un d'eux vient d'être réintégré par les Prud'hommes, pour les deux autres, la lutte continue), afin d'entreprendre des actions unitaires : proposition leur a été faite de participer au Bureau que nous avons élu.

Notre comité a donc décidé de sortir un tract pour poursuivre l'information sur B.E. et les atteintes aux libertés syndicales qui ont eu lieu dans le 93 et 92, des affiches, et s'est fixé de préparer une conférence-meeting sur la lutte des 23 et les Câbles de Lyon afin de faire connaître beaucoup plus largement ces faits de répression.

La prochaine réunion a lieu vendredi 28 à 18 h 30 à l'UL.CFDT de Levallois. Pour tout contact, écrire à :

Guy Praxelle  
2, allée de l'Île Marante  
92700 Colombes

Pour le soutien financier, envoyer directement à :

Caisse d'Épargne de Dijon  
CCP 3800.33T  
Compte n° 000 417 380 86  
pour les travailleurs licenciés de Bourgogne-Electronique



Affiche de soutien aux licenciés de Bourgogne-Electronique, éditée par l'Intertrust CFDT Thomson CSF

## Banque Dupont

### «NOUS NE SOMMES PAS PRÊTS DE NOUS ARRÊTER»

Les employés de la Banque Dupont (Crédit Industriel et Commercial), dans le 8<sup>e</sup> arrondissement, à Paris, rentrent aujourd'hui dans leur deuxième semaine de lutte. Rappelons qu'ils exigent une augmentation mensuelle de 125 F et un salaire de 2 000 F à l'embauche.

Mais la direction du groupe CIC ne veut pas céder. Pour des raisons financières ? Non pas, comme nous le dira un délégué CFDT : «Au niveau national, ils nous ont bien fait sentir que satisfaire nos revendications ne les gênait pas du point de vue financier, mais que politiquement parlant, c'était différent». Céder dans le 8<sup>e</sup>, pense la direction, risque de faire partir en lutte les autres centres, et cela d'autant plus que la Banque de Londres (50 employés) est aussi en lutte.

Mais les employés n'ont pas l'intention de s'arrêter. Des difficultés financières ? Ici, on s'attelle à les résoudre, et on en profite pour faire connaître la lutte : les postiers de la rue de Colisée, les employés du Printemps font des collectes sur leur lieu de travail pour soutenir leurs camarades.

«Ils ont beau nous dire qu'ils ne céderont pas, ici beaucoup commencent à dire : on ne s'est pas mis en lutte sept jours pour rien».

FO, nous dira un délégué, «est complètement dépassé, paniqué et il se demande jusqu'où ça va aller ! Le directeur du personnel qui est un ancien FO est venu au CIC voir les représentants FO en leur faisant comprendre qu'il fallait négocier sur des revendications plus minimales».

Il y a quelques jours, avait lieu une entrevue avec la direction, entrevue de plusieurs heures, pendant laquelle les grévistes imposèrent à la direction la présence de non-syndiqués. L'entrevue en question ne donnera rien.

Hier matin, une seconde réunion avait lieu. La détermination des grévistes obligera la direction à un premier recul. Jusqu'ici, les employés avaient sur un an, la paye de 14,75 mois. La direction a été obligée d'accorder 15,20 mois. D'autre part, une augmentation de 25 F minimum sera donnée par an à chaque employé.

Mais la direction veut reprendre ce qu'elle a cédé en

réprimant un employé. Un employé, pendant la lutte a fait un programme sur une programmatrice pour calculer à combien reviendrait le ticket restaurant s'il était fixé en fonction du salaire des employés. (Jusqu'ici, le prix payé est fonction du grade et bien souvent des employés gagnent plus que les «gradés»). Ce programme était établi pour dénoncer cela. La direction a alors accusé le programmeur de s'être servi de la machine sans autorisation ! Hier, il passait devant le conseil de discipline.

Il risquait d'être muté et de voir son salaire baisser de 300 F.

● APRES L'ÉTÉ ? : «Après un premier semestre, qui aura été marqué par le retour à des conditions d'exploitation plus normales, rares sont les industriels qui tablent sur le maintien de l'expansion au cours de la seconde partie 76», c'est ce que vient de déclarer la Banque de France. Une rallonge au bout du tunnel ?

## LES ROUTIERS EN GRÈVE

De nombreux débrayages ont eu lieu hier dans les entreprises de transports routiers. Les travailleurs réclamaient une augmentation de leurs salaires, le 13<sup>e</sup> mois et la diminution du temps de travail.

Chez Bosc à St Ouen, les chauffeurs sont partis en manifestation devant les bureaux de Danzas (autre boîte de transport, déjà en grève) de Dubois, et enfin de FTD avant de revenir au dépôt de la Plaine St Denis. «Depuis qu'on a créé un syndicat en septembre 75, explique un gars de chez Bosc, on a obtenu un certain nombre de choses. Par exemple, le mini-garanti à 1700F pour 9 heures pour les manœuvres. C'est déjà mieux, mais on est encore loin du compte. C'est comme les horaires ! On veut aller vers une stabilisation des semaines de travail sur la base de 8 heures par jour». Un autre ajoute : «Maintenant, on est syndiqué à 90% dans la boîte ! Si on ne peut pas arriver à obtenir nos revendications, on se remettra en grève comme aujourd'hui !»

Correspondant

● MESSMER : «TOTALLEMENT DÉVOYÉS !» : A l'assemblée générale de l'UDR à Vannes, Pierre Messmer a violemment attaqué les magistrats syndiqués : «Ils sont totalement dévoyés intellectuellement et n'appliquent plus la loi mais leur conception personnelle du droit».

# LUTTES OUVRIÈRES

## CARON-OZANNE



# UNE ANNÉE DE LUTTE...

La lutte continue à Caron Ozanne. Dans des conditions difficiles certes, mais ceux qui restent ne veulent pas lâcher. Après l'attaque des flics, ils se sont retrouvés pour faire le point et envisager la poursuite de l'action. Ils ont décidé de poursuivre la parution de «Ouest Licenciements», ce journal qu'ils veulent non seulement leur porte-parole, mais aussi celui de tous les travailleurs en lutte.

Avant la sortie de leur journal, de longs débats avaient eu lieu entre les travailleurs de Caron qui, à l'époque, étaient nombreux dans l'usine : il fallait de l'argent pour continuer la lutte et il y avait dans l'atelier beaucoup de machines, dont une «roto» toute neuve.

Beaucoup disaient : «On aura pas de clients», ou bien «les patrons des autres imprimeries nous empêcheront d'avoir du papier ou de l'encre»...

En fait, le débat était bien plus profond : «Avait-on le droit de se servir des machines ?» La question fut tranchée positivement et des travaux commencèrent à se faire pour des boîtes en lutte. Incontestablement, c'était un pas en avant, mais cette question du respect de la propriété capitaliste, est constamment revenue parce que jamais combattue efficacement. C'est elle qui, par exemple, empêcha une réelle mobilisation pour contrer la réparation de «Liberté de Normandie», tiré auparavant chez Caron Ozanne et que ses propriétaires étaient allés faire imprimer dans d'autres boîtes. Cette réparation fut un coup sérieux porté au mouvement.

### DES PROBLÈMES POUR LA MOBILISATION

Assez rapidement, des «baisses de tension épidémiques» apparurent dans la lutte : des travailleurs commençaient à participer de façon irrégulière aux assemblées générales. Puis, quelques gars ont commencé à rechercher une solution individuelle. Dans la mesure où le noyau le plus actif dans la lutte ne parvenait pas à mobiliser ces travailleurs, il s'est produit un certain effritement ; les gars ne voyant pas d'issue. L'intervention des flics a, par contrecoup, regroupé les forces, mais le problème de fond est toujours posé : la réalisation d'actions of-

fensives permettant de mobiliser les gars, d'offrir des perspectives à ceux qui veulent continuer la lutte.

### POUR SUIVRE LA LUTTE DANS LA FFTL

Dès le début, les travailleurs de Caron et leur section CGT ont eu à affronter les gens du PCF qui dirigent la FFTL. Ils ont mené une bataille courageuse, n'acceptant jamais de se plier aux exigences de la direction fédérale.

Leur principe était toujours de décider eux-mêmes en assemblée générale des actions, des formes de luttes... La direction de la CGT, tant la Fédération du Livre que l'UD du Calvados ont été contraints de reculer plusieurs fois. Ils ont du accepter «l'imprimerie au service des luttes» et la sortie de «Ouest Licenciements», bien qu'ils se soient gardés de faire largement connaître.

Il était nécessaire de poursuivre cette lutte, de la porter à un niveau supérieur et pour cela de mobiliser largement les syndiqués. Il semble bien que de ce côté, les choses n'aient pas beaucoup avancé dans la dernière période. Dans le même ordre d'idées, la création d'une section CFDT à Caron Ozanne apparaît comme la voie de la facilité, du refus de poursuivre la lutte engagée dans la FFTL. C'est un point marqué par la direction de la CGT dominée par la PCF.

Contre les idées légalistes bourgeoises, contre les idées défaitistes, pour un authentique syndicalisme de classe et de masse trois axes de luttes spécifiques mais pourtant liés. Des problèmes qui se posent toujours aujourd'hui, à Caron Ozanne après un an de lutte pour l'emploi.

Gérard PRIVAT

## CLINIQUE ST FRANÇOIS À FORBACH

# LE VRAI VISAGE D'UNE CLINIQUE PRIVÉE

En 1968, à Forbach, une section syndicale est créée à la clinique St François. Immédiatement, le directeur réagit et s'arrange pour se débarrasser des syndiqués. Plus tard, alors que les malades ne cessent de se plaindre des «soins» prodigués dans cette clinique, une seconde section est mise en place.

Nous sommes en 74 et la répression va se faire plus forte encore contre les syndicalistes et, des tentati-

Des tracts sont distribués et, lors d'une intervention policière une vingtaine de noms de militants est relevée. Le directeur de la clinique attaque pour diffamation et réclame 20 millions de dommages et intérêts. Le jugement sera rendu le 28 mai, il dépend bien sûr, de la mobilisation autour des inculpés,

contre la médecine bourgeoise, contre la justice bourgeoise, pour la défense des libertés démocratiques.

### DES TÉMOIGNAGES ACCABLANTS

L'audience qui s'est déroulée dernièrement au tribunal de Forbach a été

riche en témoignages accablants pour la clinique St François. Pourtant quand on arrive à Forbach, autant le paysage marqué par les puits de mines ou la fumée des centrales thermiques est sinistre, autant la clinique semble propre, agréable et paisible. Entourée d'arbres et de verdure, située au cal-

me, elle semble être un havre de paix, mais à l'intérieur, la réalité est toute autre : on néglige les travailleurs soignés et on réprime les travailleurs soignants ! C'est ce que vont expliquer les témoins cités par les avocats des inculpés au tribunal. Devant une salle comble, ils vont se succéder alors que l'accusation est bien incapable de citer quelques témoignages favorables.

Deux des témoignages des travailleurs «soignés» dans cette clinique seront particulièrement pénibles et accablants pour le docteur directeur. D'abord, une femme enceinte de 6 mois venue à la clinique à cause des risques d'un accouchement prématuré. Elle restera une nuit entière sans soins et le matin on la retrouvera avec son enfant prématuré mort ; elle avait accouché pendant cette nuit. Depuis, cette femme est stérile.

Au tribunal, le procureur demanda à cette femme pourquoi elle était allée voir la CFDT au lieu de venir porter plainte auprès de lui, qui aurait tout fait pour arriver à établir les responsabilités. Un autre témoin apporta la réponse. Il raconta comment, venu accompagner sa femme pour une intervention gynécologique bénigne, il ne la revit plus jamais. Elle était morte. Le procureur renouvelle la question. Mais cette fois, le travailleur répondit qu'effectivement il avait porté plainte. Le procureur demanda où cela en était alors ; et, le travailleur expliqua qu'il avait reçu de la perception un avis lui signifiant qu'il devait payer quelque chose. Lui, ne pouvait pas déboursier autant, et la plainte en reste là. En effet, dans ce genre d'affaires, si le mi-

### «PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT»

Négative, cette grève ? Sur les résultats obtenus, le doute n'est pas permis : en dehors de l'avancement des jours de repos compensateurs et de la promesse de libération anticipée la veille des fêtes, comme à la Noël, rien d'autre. Mais par cette grève de trois semaines dans l'usine, rien ne pourra être comme avant, les travailleurs ont osé lutter et dans cette usine sans tradition de lutte, c'est l'aspect positif très loin d'être négligeable. «Oui, nous rentrons, mais la tête haute», répond fermement un travailleur à un cadre sortant de l'usine.

Corres. Marseille

## SOPAD, Nestlé (Marseille)

# UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE LUTTE

Après avoir mené une lutte de quatre semaines, les travailleurs viennent de reprendre le travail. Pourquoi ? Après un vote massif pour la poursuite de la lutte, mercredi 19 mai (339 sur 419 votants), la quatrième semaine de grève devait marquer un tournant plus dur. En fait, dès lundi 24, à 5 heures du matin, et pour d'autres dès dimanche à 21 heures, ce sera la reprise. Pourquoi ce brusque changement alors que la détermination à lutter était forte ? «Avant la réunion du CE, jeudi soir, avec la direction, le comité de grève avait fait le point sur la lutte. Plusieurs de ceux qui avaient voté pour la poursuite, avaient déjà repris le travail et la participation tournait autour d'un noyau de moins de cinquante gars», explique un délégué CFDT. Après trois semaines de grève, le mouvement s'essouffait, les problèmes financiers se faisaient durement sentir. «Alors nous avons décidé de proposer la reprise».

### LA NÉCESSITÉ DE LA PRISE EN MAINS COLLECTIVE DE LA LUTTE

La raison principale de l'effritement de la lutte, c'est que malgré l'initiative positive du comité de grève, elle a reposé sur les noyaux de travailleurs les plus combattifs et non pas sur l'ensemble, avec la prise en mains de plusieurs commissions qui auraient permis de faire participer tout le monde. «Depuis hier, ça me reste là, explique un travailleur en mettant sa main sur l'estomac. Mais enfin, puisque la majorité accepte la décision, je l'appliquerai». «On n'aurait pas

dû lâcher comme ça» dit une ouvrière, encore choquée de cette décision. «On aurait dû au moins continuer en exigeant 40 ou 50 % du paiement des jours de grève. C'est sûr que le mouvement reprenait». Ce n'est pas évident pour tous, personne n'était prêt à une lutte de plusieurs semaines. Une autre des grandes leçons que les travailleurs doivent tirer c'est que la lutte ne peut pas passer principalement par le soutien des municipalités, même Defferre a fini par apporter son soutien : des bons d'achat.

Mais la plus grosse surprise a été l'arrivée incognito du permanent de l'UD-CGT à

chambres de St François sont libres.

Depuis quelque temps, le personnel a été licencié ; si une infirmière ou une fille de salle voulait se syndiquer, il faudrait qu'elle le fasse en cachette ! En inculquant deux militants syndicaux de Forbach la bourgeoisie a soulevé une pierre qui va lui retomber sur les pieds.

Ce procès va devenir celui de la médecine de classe dont le seul souci est le profit. Il va être l'occasion d'une mobilisation pour défendre nos droits. Non seulement il s'agit d'empêcher la bourgeoisie de donner satisfaction au docteur de l'octroi de dommages et intérêts, mais aussi d'imposer le respect des droits syndicaux à la clinique.

Michel LORI

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

A L'HEURE DU PROCÈS DE SIMÉONI

## LES PECHEURS CORSES DANS LA LUTTE

Le vieux port de Bastia, c'est un peu un site type pour touristes. Une petite jetée, un arc de cercle de vieilles maisons, avec cet aspect hautain et un peu délabré qui caractérise l'architecture Corse, et de petits bateaux de pêche. Comme les huit chalutiers de Bastia sont en mer, et que le vieux port est aussi port de plaisance, le contraste est saisissant entre de luxueux yachts pour milliardaires en mal d'isolement, et les petites barques trapues qui sont l'outil de travail des pêcheurs. La pêche ne serait-elle plus qu'une activité folklorique tout juste destinée à alimenter les restaurants l'été ? C'est ce qui se serait passé si la lutte des pêcheurs contre le déversement de milliers de tonnes de bioxyde de titane (les fameuses boues rouges) au large de la côte corse par la société italienne multinationale Montedison n'avait commencé à enrayer les projets de la bourgeoisie française. Cette lutte a été un ferment pour les luttes populaires en Corse : Jacques Susella, président du syndicat des pêcheurs, petit patron pêcheur mais aussi maçon, réparateur de bateaux, (la pêche ne suffit plus...) était bien placé pour en parler :

*Quotidien du Peuple : La pêche, activité traditionnelle en Corse, logique du fait de la longueur de côte, est toujours très réduite. A quoi cela tient-il ?*

Jacques Susella : Il faut remonter à la libération. A ce moment-là, le gouvernement avait nationalisé les étangs salins de l'île riches en poissons. La gestion en était confiée à des coopératives de pêcheurs.

Pour la région Bastia-Cap Corse, il y avait 250 patrons pêcheurs. Et puis, en 47, les étangs ont été remis aux propriétaires fonciers, à des anciens ministres comme Gravini, c'est-à-dire aux clans, qui ont exploité les étangs pour leur propre compte. La pêche a alors périclité, les pêcheurs ont préféré passer dans la marine. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, pour la même région, on

est 35, soit 80 en comptant les marins. Il y a aussi l'accroissement des charges, tel, en particulier le rôle, (la sécurité sociale pour les marins pêcheurs), qu'on ne peut pas pêcher du mois d'octobre au mois de juin : les débouchés sont si faibles, en dehors de la saison touristique, qu'on y perdrait de l'argent. Comme il n'y a ni conserveries, ni possibilité de stockage, on ne peut pas vendre ailleurs. Il y a deux ans, on pouvait encore joindre les deux bouts, en bricolant pendant le reste de l'année. Aujourd'hui, ce n'est plus possible et il faut trouver une autre activité durant le désarmement.

*QdP : Là-dessus est venu se greffer l'affaire des boues rouges.*

R. : Oui. Au début, on n'était pas au courant. C'est un journaliste qui nous a mis au courant en 73. On est allé voir sur place en Italie avec des chercheurs et on a vu que c'était vrai. Là où on s'est vraiment alarmé, c'est quand on n'a plus trouvé de poissons sur le « banc des veuves », alors qu'il y



en avait toujours eu. Depuis, cela s'est aggravé et une trentaine de baleines ont été retrouvées mortes intoxiquées par les boues rouges.

Alors on a commencé à s'organiser dans le comité des boues rouges. Quand on est allé voir le sous-préfet, il nous a répondu : « On se baigne bien dans la Seine, de quoi vous plaignez-vous ? »

Puis il y a eu le procès qui a condamné la Montedison, et lui a ordonné de cesser les rejets. Seulement le délai qui lui a été accordé a été prolongé puis une loi a été votée en Italie, autorisant tout rejet, et il y a même eu une loi votée à la veille de la dissolution du Parlement pour blanchir le PDG de Montedison. Toute cette procédure judiciaire a un peu démobilisé.

*QdP : Comment la lutte contre les boues rouges s'est-elle intégrée dans la lutte régionale ?*

Quand il y a eu le partage de la mer d'Iroise, (en Bretagne), entre les pays européens, l'Italie a laissé sa part à la France, qui en échange, a donné l'autorisation à l'Italie de pêcher à 3 milles des côtes CorSES. A force de bloquer les ports, on a obtenu que ce soit reporté à 6 milles. C'est la preuve que le gouvernement français peut faire quelque chose s'il y est obligé. Un autre exemple : on a demandé au secrétaire d'Etat à la Marine Marchande quelle part nous revenait des huit milliards de son fonds budgétaire. « Rien » nous a-t-on répondu, sous prétexte que notre genre de pêche n'était pas reconnu à Bruxelles ! C'est tout ça, tout le passif de revendications qu'on avait qui a fait le lien avec la revendication autonomiste.

*QdP : que pensez-vous de l'évolution des mouvements autonomistes ?*

R. : Aleria, puis après Bastia, ça a provoqué une prise de conscience de l'identité Corse. Le mouvement autonomiste n'a pas été à la hauteur. Je ne suis pas le seul à trouver qu'avec la création de l'APC, il y a eu un virage à droite. Il y a d'anciens UDR et RI qui se sont reconvertis... Ce qui a manqué après Aleria, c'est un vrai parti, un vrai parti communiste, par exemple. Le PCF, lui, il fait de l'opportunisme depuis longtemps. Il y a toute une formation politique du peuple corse à faire et c'est urgent, parce qu'avec les semaines qui viennent, bien des choses vont se jouer.

### A St-Jean de Maurienne

## UNITÉ POPULAIRE CONTRE LA POLLUTION DE P.U.K. -2-

CORRESPONDANCE DU COMITÉ ANTI-POLLUTION MAURIENNE

*A Saint Jean de Maurienne, s'est tenue récemment la première réunion publique du Comité Anti-Pollution de Maurienne. L'agonie de la forêt, la ruine des paysans et la dégradation de la santé des ouvriers et de la population furent dénoncées par de riches et vivants témoignages tous accablants pour Pêchiney Uguine Kuhlman, le pollueur.*

Le comité se présente : il est une organisation de masse qui regroupe des personnes qui luttent contre la pollution de P.U.K., sans distinction d'appartenance politique ou syndicale. Il est membre du comité national de coordination des luttes contre P.U.K. Il précise ses objectifs : supprimer toute forme de pollution, garantir la santé des ouvriers et de la population, maintenir l'emploi. Et pour cela, réaliser une véritable unité populaire entre les ouvriers, les paysans et les habitants de la vallée, afin d'engager des actions de masse qui excluent tout aventurisme et donc toute provocation. Il les appelle à le rejoindre, à lui apporter leur soutien, leur témoignage, leurs expériences et propositions, et réaffirme la volonté de tous : « Nous voulons vivre et travailler dans notre vallée ! Halte à la pollution de P.U.K. ! »

Deux motions furent adoptées par l'assemblée : une de soutien aux travail-

leurs de l'aluminium Pêchiney en grève depuis plus d'un mois ; l'autre au sous-préfet reprenant les revendications du comité. Ensuite deux membres du



CLISACT (Comité de Liaison Santé-Travail) dont un médecin, prirent la parole pour expliquer à l'aide de schémas les effets du fluor sur la santé humaine et notamment sur le sque-

lette. Si la fluorose n'est pas reconnue comme maladie professionnelle en France, elle l'est dans d'autres pays de la CEE, et d'après la CFDT, dix cas de fluorose sont reconnus à l'usine de Saint-Jean. Les ouvriers qui étaient dans la salle, malgré la présence discrète de l'assistante sociale et de l'infirmière de Pêchiney, confirmèrent les indications données. Une mère de famille de-

20 %, était introuvable. Une autre mère de famille intervint pour déclarer : « Il n'y a pas eu de visite médicale à Saint-Jean depuis huit ans, ce qui facilite tout ». Une institutrice témoigna sur des phénomènes d'allergies chez l'enfant, comme le faux aphte et sur les hémorragies nasales soudaines et très fréquentes chez les jeunes enfants. Les travailleurs présents

d'officiel, mais que la loi française est d'exclure une femme enceinte d'un poste de travail fluoré, ce qui est significatif. Une mère de famille signala un grand nombre de fausses-couches et de prématurés. L'attention avec laquelle fut suivie l'intervention du CLISACT, la qualité des questions et des expériences rapportées, montrent que les travailleurs et les habitants s'inquiètent pour leur santé et celle de leurs enfants, s'interrogent et cherchent à comprendre par eux-mêmes. Et cette inquiétude fut concrétisée par une intervention dans la salle : « Nous sommes assassinés ! »

La lutte contre les pollutions de P.U.K. est sortie renforcée de cette réunion. D'abord par le comité qui s'est accru de 40 nouveaux adhérents et par la détermination de chacun d'engager la lutte jusqu'à la victoire.

Comité Anti-Pollution Maurienne B.P. n° 52 73300 St-Jean de Maurienne

manda si le fluor avait des conséquences sur la santé des enfants. Il fut répondu que la seule enquête sérieuse, celle d'un médecin de la médecine scolaire, qui concluait à un retard de

confirmèrent l'effet de déchaussement dentaire, causé par le fluor. A une question sur les effets du fluor sur le fœtus, un membre du CLISACT répondit qu'il n'y avait rien

## Iran : le premier ministre à Paris

## UN PÉTROLE QUI A LE GOÛT DU SANG

Le premier ministre iranien, Amir Abbas Hoveyda, est arrivé hier en France, à l'invitation de Chirac, pour une visite officielle de cinq jours. Le premier ministre iranien est le plus proche collaborateur du Shah. Il est le secrétaire général du parti unique iranien, et à ce titre, il préparait en somme la visite officielle que doit faire en Iran Giscard d'Estaing.

Mais avant, il y a certaines petites mises au point à faire. L'Iran, dont le budget 76/77 présente un déficit de deux milliards de dollars, serait moins bien disposé pour l'investissement à l'étranger, principalement vis-à-vis des pays européens. Déjà en décembre 75, la Grande-Bretagne par exemple, avait vu un certain retard apporté au versement des 400 millions de dollars représentant la dernière tranche qui lui avait été attribuée.

Mais, le gouvernement fasciste du Shah a toujours un grand besoin d'armes et la France figure en bonne position dans le rang des fournisseurs. Le premier ministre iranien émettra sans doute quelques regrets amers quant à la façon dont la France n'a pas respecté ses engagements d'achats de pétrole pour 75. En

laissant entendre qu'elle pourrait acheter trois Concorde, puis en remettant en cause cet engagement quelques temps plus tard, l'Iran pourrait s'en servir comme pression, en ces temps où Concorde ne trouve pas d'acquéreurs à profusion.

En tout état de cause, la visite s'est préparée dans le plus grand secret, le gouvernement français n'ayant aucun scrupule à recevoir le premier ministre d'un pays qui, il y a quelques jours à peine, massacrait vingt-deux patriotes et réprimait dans le sang une manifestation de protestation à Téhéran, tuant de nouveau une dizaine d'étudiants. Il est vrai que le régime de Giscard n'a jamais rien dit devant les nombreux massacres perpétrés par le régime fasciste du Shah.

Pierre VIDAL



COMMUNIQUÉ DE L'UNION DES ÉTUDIANTS IRANIENS EN FRANCE

A l'occasion de la visite du premier ministre iranien en France, l'Union des Étudiants Iraniens, dans un communiqué, rappelle les derniers assassinats de patriotes. Elle signale notamment le cas des deux frères Sham-Asbi :

Nasser et Arjang Shayejan Sham-Asbi étaient les frères cadets de Nader Shayejan Sham-Asbi, tué en mai 73, et les fils de Mme Fatemeh Saïdi, connue sous le nom de

«Camarade Mère», qui se trouve actuellement en prison et sous la torture.

Les deux frères Nasser et Arjang étaient tous les deux mineurs (ils n'avaient pas 18 ans). Ils étaient pris en charge et protégés par la dite Organisation (les Fédérés) contre la répression policière. En effet, dès l'arrestation ou l'assassinat d'un militant, la coutume de la SAVAK (police politique) veut que tous

les membres de sa famille soient immédiatement arrêtés, placés sous stricte surveillance et la mère jetée en prison, ne pouvant échapper à cette règle. Ce fut pourquoi Nasser et Arjang passèrent à la clandestinité, sous la protection de l'Organisation des Fédérés du Peuple, où, comme l'atteste une lettre envoyée par l'un d'eux à sa mère en prison, ils participaient aux activités de publi-

cation de l'organisation tout en poursuivant leurs études.

Le cas de la famille Shayejan rappelle en particulier celui de la famille Rezayi (membres de l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran) dont trois fils et une fille sont tombés en martyrs, souvent sous la torture, et dont la mère et le fils cadet sont actuellement dans les mains des tortionnaires.

## URSS : LA «DÉTENTE» ET SES LIMITES

Dans une déclaration que le gouvernement soviétique a fait parvenir à celui d'Allemagne occidentale, les pressions effectuées par Moscou sur les gouvernements de l'Ouest de l'Europe prennent un relief particulier.

L'URSS et les pays de l'est, affirme la déclaration, «ne désarmeront pas idéologiquement». La coexistence pacifique «ne signifie pas et ne peut pas signifier gel des processus objectifs du développement historique. Elle ne constitue pas un sauf-conduit pour les régimes en décomposition».

C'est un volet particulier de la politique étrangère de Moscou qui se trouve ainsi souligné. On sait déjà que le Kremlin associe généralement la menace militaire et les pressions

diverses pour obtenir des gouvernements européens concessions politiques et économiques.

Mais cette tactique «d'Etat à Etat» n'est pas,

actuellement, la seule qu'il envisage.

Et pour cause : une crise importante se développe actuellement dans plusieurs pays d'Europe, notamment du sud. Des partis révisionnistes pourraient, demain, se trouver participer au gouvernement en Italie, et peut-être en Espagne et en France. Garder toute possibilité d'utiliser ces alliés bien plus proches que les gouvernements actuellement en place, c'est une préoccupation permanente de Brejnev ; surtout au moment où, se voyant près du pouvoir, certains de

ces partis donnent des gages à leurs bourgeoisies respectives en s'éloignant de l'URSS.

Pression sur l'Allemagne de l'Ouest, qui s'est montrée, notamment au Portugal, un relais de l'intervention américaine dans les affaires européennes, satisfaction donnée à Marchais et Berlinguer, en vue de préserver l'avenir, cette déclaration ne mettra pas pour autant un terme à l'autre face de la politique de pénétration soviétique : le développement des relations d'Etat à Etat sous le couvert de la détente.

## ISLANDE : ENCORE DES INCURSIONS ANGLAISES

Deux frégates de la marine de guerre anglaise sont encore volontairement entrées en collision avec des canonnières garde-côte islandaises.

Ces incidents se sont produits à l'intérieur de la limite des deux-cent mille marins fixée par le gouvernement islandais comme zone de pêche protégée.

Depuis des mois maintenant, la Grande-Bretagne tente d'imposer la présence de ses chalutiers dans ces eaux islandaises en faisant intervenir de cette manière sa marine de guerre. De nombreuses collisions de ce genre se sont déjà produites, les

navires garde-côte islandais, pourtant beaucoup moins puissants, refusant de céder devant la force pure.

La poursuite et l'aggravation de ces incidents pourrait remettre en cause la participation de l'Islande à l'OTAN, et conduire à la fermeture de la base stratégique de Keflavik, verrou stratégique au nord de l'Europe. Il apparaît que, de ce point de vue, les entretiens entre Kissinger et les représentants islandais lors du dernier conseil atlantique n'auront pas suffi à faire renoncer l'Islande à la défense de ses droits nationaux fondamentaux.

## MOSCOU : PRESSIONS SUR GISCARD

Dans deux textes parus simultanément, la presse soviétique met en cause ce qu'elle estime être un rapprochement de la France et de l'OTAN, et la politique militaire propre du gouvernement français.

Le premier article, paru dans l'hebdomadaire «Temps nouveaux», dénonce «la participation de troupes françaises aux récentes manœuvres de l'organisation militaire de l'alliance atlantique «Dow Patrol 1976» et «Frot 76». Le

deuxième, dans l'agence Tass, concerne la loi-programme militaire en discussion au parlement. Il affirme : «L'opinion publique française croit qu'un accroissement des dépenses militaires aggravera les difficultés économiques du pays».

Tant de sollicitude serait touchant, si justement en URSS, ce n'était pas la militarisation à outrance de l'économie qui entraîne de grandes difficultés dans l'agriculture et l'industrie. En

réalité, Moscou poursuit, à l'égard de notre bourgeoisie, sa politique de souffler le chaud et le froid : tantôt on exalte «les relations privilégiées», tantôt on critique les «tendances atlantistes».

Quoi de plus normal : pour le Kremlin, qui entend au maximum obtenir des concessions politiques, et faire baisser la garde des pays d'Europe occidentale, la flatterie et la menace sont deux armes complémentaires, au service d'une même politique.

## -en bref...

## ● ALLEMAGNE DE L'EST :

A l'occasion du congrès du parti révisionniste est-allemand, les différentes délégations ont indiqué dans leurs interventions qu'un compromis était intervenu pour permettre la réunion de leur sommet européen, vraisemblablement au mois de juin. Cependant, les délégués roumain et yougoslave ont insisté sur l'indépendance de leurs pays.

## Brême : grève «sauvage» dans l'imprimerie

Une semaine après la grève de treize jours dans l'imprimerie, la plus longue dans l'histoire de la RFA, aujourd'hui à Brême, ni le «Weser-Kurier», ni les «Bremer Nachrichten» ne paraissent. Une grève spontanée d'à peu près 240 rotos et typographes empêche la parution des deux journaux depuis samedi soir.

Raison : l'éditeur Meyer a voulu faire valoir les primes supplémentaires hors tarif sur les 6 % d'augmentation de salaire récemment acquis. La direction a répondu à la grève sauvage avec un lock-out. Le syndicat «IG Druck und Papier» a voulu finir la grève et renégocier lundi. L'éditeur Meyer disait «d'accord», mais le personnel en grève a refusé.

# INTERNATIONAL

## LIBAN

## LE MONDE ARABE UNANIME

en bref... en bref...

suite de la p. 1

Devant le refus presque total à cette proposition, le gouvernement français commence à reculer en essayant de faire croire que la phrase de Giscard a été mal comprise. Mais cela montre surtout la faiblesse de l'impérialisme français, qui n'est plus capable d'exécuter ce qu'il souhaiterait bien faire. Même Kissinger, qui normalement doit approuver cette intervention, pense que cela dépend «si le gouvernement du Liban en fait la demande, si cela entraîne l'intervention d'autres forces...», ridiculisant cette proposition qui pourtant avait forcément reçu son approbation.

Pendant la période gaulliste, l'impérialisme français avait une autre politique vis à vis des pays arabes et avait les moyens de l'appliquer tout en se démarquant des Etats-Unis. De Gaulle a pu imposer l'embargo des armes sur Israël pour se rapprocher des pays arabes et concurrencer l'impérialisme américain. Dans la période actuelle, l'impérialisme français affaibli perd de plus en plus d'influence dans la région au fur et à mesure que son intervention se situe dans le sillage américain.

Yomna El-Khalil

### La Résistance Palestinienne condamne l'intervention des forces françaises

L'Organisation de Libération de la Palestine a fermement pris position contre l'intervention de forces françaises au Liban. Le Fath et le FPLP ont affirmé leur «refus total de toute intervention militaire française ou autre, car une telle intervention vise la Révolution Palestinienne et a pour objectif de faire couvrir par des mains françaises les plans américains dans la région». Le FDLP a accusé, d'autre part, la France «de mener une politique néo-impérialiste aussi bien en Afrique que dans le monde arabe» et «de servir actuellement d'intermédiaire aux Etats-Unis, qui craignent que leur politique au Proche-Orient n'essuie un cuisant échec».



● DJIBOUTI : C'est hier que devaient s'ouvrir à Paris les conversations entre le gouvernement français et diverses forces politiques de Djibouti. En dehors d'Ali Aref, éternel représentant des intérêts colonialistes, et de la Ligue Populaire Africaine pour l'indépendance, qui réclame le départ des troupes françaises. On note que Stirn devait également parler avec «l'opposition parlementaire» à Aref, qui s'est rapidement gonflée ces dernières semaines. On pourrait y voir une tentative française de court-circuiter le peuple de Djibouti, en

ayant recours à une série d'éléments «fidèles à la France» et brusquement «convertis à l'indépendance».

● AFRIQUE DU SUD : Le gouvernement américain a donné son accord pour la vente de deux réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud par la compagnie General Electric. Les Etats-Unis ont déjà vendu du plutonium enrichi aux racistes Sud-africains, qui envisagent la construction d'une grande centrale nucléaire avec la participation des USA, de la Suisse et de la Hollande.

### Déclaration de l'Union Générale des Etudiants libanais Section Paris

La déclaration de Giscard intervient au moment où la Révolution Palestinienne et les forces patriotiques libanaises résistent aux isolationnistes et après qu'elles aient mis en échec la mission de Brown, l'envoyé américain, qui visait à créer un conflit armé avec la Syrie. Cette tentative a été mise en échec selon les principes qui guident les relations entre la Résistance Palestinienne et les pays arabes, pour empêcher l'englobement de la Révolution Palestinienne par un quelconque régime arabe.

La déclaration de Giscard signifie :

- La renaissance de la France colonialiste dans la région du Proche-Orient avec un accord américain.
- La tentative d'intensifier les contradictions sur la scène libanaise.
- L'aide aux forces isolationnistes.

Nous dénonçons fermement toute intervention étrangère dans notre pays, d'où qu'elle vienne.

### Argentine 4 URUGUAYENS ASSASSINÉS

Les cadavres de 4 Uruguayens ont été découverts dans la banlieue de Buenos Aires. Il s'agit de deux personnes anciennement liées au mouvement des «tupamaros» : madame Rosaria Bareiro de Schroeder, et monsieur William Whitelaw. Les deux autres sont des dirigeants des deux partis bourgeois, «blanco» et «colorado» qui alternaient au pouvoir en Uruguay jusqu'à l'installation de la dictature Bordaberry en 1972 : Hector Gutierrez Ruiz et Zelmar Michelin.

Ces deux derniers avaient été arrêtés par la police argentine, qui est de toute évidence complice de leur assassinat. La coopération entre les régimes fascistes d'Amérique du Sud, dans la terreur policière, s'étendait déjà depuis longtemps aux éléments du peuple et aux révolutionnaires. Avec cette dernière affaire, elle vient frapper à leur tour les personnalités libérales. Des milliers de réfugiés politiques sont aujourd'hui particulièrement menacés en Argentine.

## « DES DRAPEAUX PALESTINIENS FLOTTAIENT AUX FENETRES »

Une délégation de l'OLP fait une tournée dans les capitales européennes pour expliquer les conditions de vie et de lutte en Cisjordanie. Cette délégation est composée du D<sup>r</sup> Hamzeh, expulsé en mars 76, du recteur de l'université de Bir-Zeit, Hanna Nasser, expulsé aussi cette année et de Lotfiya Hawari, emprisonnée et torturée dans les prisons sionistes. Nous avons interrogé le D<sup>r</sup> Hamzeh sur la lutte qui se mène actuellement en Cisjordanie.

fier la construction des colonies juives. Parmi les autres causes, c'est la violation des lieux saints.

Le soulèvement a été très violent. Notre peuple a utilisé de nouveaux moyens de lutte : barricades, cocktails molotov, des attaques armées, des manifestations contre les patrouilles de l'armée.

Les moyens de répression ont été très violents aussi. Il y a eu jusqu'à maintenant dix-neuf martyrs, des centaines de blessés, par balles ou par d'autres moyens très violents qui ont entraîné la mort de certains d'entre eux.

QdP : Qui a participé à ce soulèvement ?

D<sup>r</sup> Hamzeh : la révolution a été générale. Toutes les villes et tous les villages ont participé. Toute la population, hommes et femmes, toutes les tendances y ont participé. Les étudiants, ouvriers, paysans, commerçants et professionnels étaient dans la rue. Je peux apporter des témoignages personnels : parmi les morts, il y avait un enfant de onze ans, une femme de quarante-cinq ans, un ouvrier de trente-quatre ans, un instituteur de quarante-cinq ans.

Les derniers tués sont Lina Naboulsi, étudiante et Mah-

moud Al-Kurd, étudiant de Jérusalem. A l'hôpital où j'ai travaillé à Bethléem, j'ai soigné des blessés étudiants, ouvriers et paysans.

QdP : Comment sont apparus les liens avec l'OLP ?

D<sup>r</sup> Hamzeh : Pendant les funérailles des martyrs, sur tous les trajets, de la mosquée à la maison puis au cimetière, des drapeaux palestiniens flottaient sur les

balcons, les fenêtres et les terrasses. Les corps ont été enveloppés avec des drapeaux palestiniens. La majorité des candidats aux élections disent non à l'occupation, non à l'administration locale, oui à l'OLP. Les soulèvements et les élections montrent clairement que la population des territoires occupés soutient l'OLP. Toutes les prétentions des impérialistes américains et des sionistes disant qu'il y a des Palestiniens autres que l'OLP tombent à l'eau.

QdP : Quels sont les liens entre les Palestiniens vivant à l'intérieur des terres occupées en 48 et ceux qui vivent dans les terres occupées en 67 ?

D<sup>r</sup> Hamzeh : Les Palestiniens vivant dans les terres occupées en 48 se considèrent comme partie du peuple palestinien. Le 30 mars, «la journée de la terre» a bien montré que tout le peuple a pour but l'auto-détermination sur sa patrie.

### INTERVIEW DU D<sup>r</sup> HAMZEH Président de la délégation de l'OLP, composée de membres expulsés des territoires occupés

Quotidien du Peuple : Quelle est l'importance du soulèvement actuel en Palestine ? Quels sont les caractères nouveaux de ce soulèvement ?

D<sup>r</sup> Hamzeh : Le soulèvement actuel est le plus important depuis l'occupation en 67. Il y a eu un soulèvement tout de suite après la guerre de 73 pour appuyer l'unité arabe qui s'est manifestée pendant la guerre. Le 2ème soulèvement important a été au mois de novembre 74 pour appuyer la décision du Congrès de Rabat qui reconnaît l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien et pour appuyer les victoires de la cause palestinienne qui s'est exprimée par le discours de Yasser Arafat à l'ONU. Le soulèvement ac-

tuel se distingue des autres par les caractères suivants :

- On peut le qualifier de révolution, car il est long. Il se tient dans une période où la situation des pays arabes est très mauvaise. Les complots se trament contre la Révolution Palestinienne (traité du Sinaï, Liban). Le soulèvement est une révolte contre l'occupation israélienne et contre les aspects négatifs qui se déroulent dans les pays arabes.

- Les causes directes qui ont déclenché la révolution, c'est la colonisation sioniste, par des constructions de colonies de peuplement dans les terres occupées. Les autorités sionistes encouragées par l'appui inconditionnel des impérialistes américains et la situation des pays arabes ont procédé à intensi-

### WALDEIM EN SYRIE

#### LE MANDAT DES CASQUES BLEUS POURRA ÊTRE RENOUELÉ

Mercredi, le secrétaire général de l'ONU, Waldheim, se rendra à Damas pour discuter sur la question des «Casques bleus», sorte d'officiers de l'ONU mis au Golan après la guerre d'octobre pour garantir le cessez-le-feu. Peu après, ce sera au tour de Kossyguine.

Après le désengagement des forces sur le front du Golan en 1974, la Syrie a accepté la présence des «casques bleus» qui séparent les forces syriennes et «israéliennes». Tous les 6 mois, le mandat de ces officiers peut être renouvelé, si le régime syrien le veut. Jusqu'à pré-

sent, la Syrie a toujours accepté le renouvellement de leur mandat.

En novembre 75, la Syrie avait posé des conditions pour accepter encore 6 mois «des casques bleus». Elle exigeait la participation de l'OLP au Conseil de Sécurité. Ce qui était une victoire diplomatique de l'OLP car, heureusement, les sionistes ont refusé d'y venir.

Depuis novembre, la situation a changé dans la région. La guerre au Liban, s'est développée et la Syrie y est intervenue parfois contre les forces patriotiques et la Ré-

sistance Palestinienne. Les difficultés du régime syrien l'empêchent cette fois-ci de poser des conditions en faveur de la cause arabe. Il semble que la Syrie va accepter sans trop d'hésitations le renouvellement du mandat des «casques bleus» pour 6 mois encore sur le Golan.

L'Union soviétique n'est pas contre cette présence. La différence entre ces forces sur le Golan et celles stationnées au Sinaï, c'est qu'il s'agit de forces de l'ONU alors qu'au Sinaï, ce sont des forces américaines.



# LA CFDT AUJOURD'HUI QU'EST DEVENUE LA "GAUCHE SYNDICALE" ?

**Face aux positions du Parti Socialiste ou de ses «compagnons de route» (courant dit «des Assises pour le socialisme») dans la CFDT, quelles forces existent ou se dessinent ? Cette question, beaucoup se la posent depuis les Présidentielles, avec d'autant plus d'insistance qu'elle s'assortit d'une autre interrogation : où est donc passé la fameuse «Gauche Syndicale» ? Ceux qui, en 1970, avaient œuvré le plus dur pour que la CFDT «reconnaisse» la lutte de classe ? Ceux qui posaient alors le problème du «passage au socialisme», d'une «alternative clairement anti-capitaliste» ?**

• Les uns, écoutant les sirènes du Programme Commun défendent aujourd'hui l'unité à tout coup avec la CGT et le PCF, dans une perspective d'«étatisation» proche des projets révisionnistes. Ralliés au CERES ou, navigant à vue dans des eaux proches (la «4<sup>e</sup> Composante des Assises», entrée au PS en 74, en tant que «courant de gauche...») ; ces gens, issus de Fédérations importantes (Construction, Bâtiment, Banques, PTT, Santé,...) ou d'Unions régionales comme Rhône-Alpes (représentée au Bureau National par P. Héritier de la Loire) ont bradé la majeure partie de ce qui fut les acquis

de lutte de classe de l'ex-«Gauche Syndicale» ! Celle-ci était caractérisée par une pratique syndicale soucieuse des masses, de leurs luttes et du contenu politique des batailles revendicatives menées par les travailleurs. Elle pouvait, à bon droit généralement, se réclamer des avancées militantes effectuées par la CFDT depuis 1970 chez les OS, les femmes travailleuses, mais aussi d'une saine exigence de clarification des perspectives «autogestionnaires» dans la CFDT (conçues comme un égal refus de la «technocratie social-démocrate» et du capitalisme d'Etat d'URSS)...

• Aujourd'hui, dans le Commerce, les Services, certains secteurs d'Haut-tex, de la Santé et même des Métaux, ce courant continue de se considérer comme porteur de ces aspirations.

Ces camarades ne sont plus seuls désormais, car depuis les Assises croît une réelle Opposition Syndicale Révolutionnaire, qui, de sections en unions, tend à défendre et développer (dans les luttes comme dans la pratique syndicale quotidienne) de tels acquis ; mais en allant, de manière conséquente cette fois, à la bataille contre le réformisme !

*Avant que de donner, au cours du 37<sup>e</sup> Congrès (et du bilan qu'il faudra ensuite nécessairement en tirer) la parole à ce courant d'Opposition Syndicale Révolutionnaire, nous ouvrons nos colonnes à un camarade représentatif de ce qui fut la Gauche Syndicale et qui trace, en alternative à l'opération social-démocrate dans la CFDT, la voie d'une convergence entre ces courants de lutte de classe.*



## INTERVIEW D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU BETOR (Fédération des Services)

*Quotidien du Peuple : Quel bilan, selon toi, tirer des Assises dites «pour le socialisme» de l'automne 74 ?*

Réponse : Le syndicat du Betor (Bureaux d'études), par le canal de son journal, avait émis un certain nombre de critiques sur la constitution d'un «parti socialiste ouvrier de masse», parce que c'était une idée nouvelle qui n'avait été soumise à aucune instance et pas débattu... Donc c'était assez inadmissible que le secrétaire général se permette de prendre position (dans le «Nouvel Observateur», NDLR) par rapport à la constitution d'un parti sans qu'il y ait un réel débat à l'intérieur de la Confédération. Ensuite l'idée de «PSOM» a plus ou moins avorté, pour différentes raisons : d'abord le PS n'avait pas du tout l'intention de se saborder... d'autre part, ça tombait complètement à plat... Ensuite, ça a fait son chemin avec ce que l'on a appelé la «3<sup>e</sup> Composante», formée par des éléments venant de la Fédération Générale de la Métallurgie, de la Chimie, de l'Union Confédérale des Cadres... disons de ce que l'on classe globalement dans la droite de la CFDT... Ces Assises ont eu comme résultat un renforcement assez faible du PS : on aurait pu s'attendre à une OPA plus importante de la CFDT... Il y a eu un certain nombre de ceux qu'on appelle des «cadres moyens» de l'organisation, sans que cela touche véritablement les militants d'entreprises. Les Assises ont essayé de réfléchir sur ce que pourrait être le socialisme ; il n'en est pas sorti grand chose !

*QdP : Et aujourd'hui ?*

R. : Avec un certain recul, on s'aperçoit que ça a été un pétard mouillé, cette affaire là. Il en est sorti les quinze thèses qui sont celles du PS sur l'Autogestion, en conclusion de ces «Assises». Il semble qu'au niveau de la politique menée par le PS, ce problème de l'autogestion, soit un joujou pour avoir une caution de gauche et pour rallier la CFDT et un peu pour que les militants du PS aient l'impression qu'il s'agit d'un parti «ouvrier» avec une perspective socialiste.

Mais dans la pratique quotidienne et les prises de positions du PS c'est assez difficile de voir les «perspectives autogestionnaires» qui devraient «développer une démocratie de masse» !

*QdP : Une fois dressé ce rapide tableau de l'opération des Assises, n'a-t-on pas à se poser, comme le Conseil National de la CFDT a pu le faire l'an dernier, des questions sur la «crédibilité» de la gauche ?*

R. : Depuis les présidentielles, la gauche n'a fait aucune proposition nouvelle par rapport à la crise qui sévit et que les travailleurs subissent lourdement. Aucune proposition sérieuse de lutte contre le chômage, ni contre la pression sur les salaires ni contre la répression sur les militants, pour laquelle la gauche n'a eu aucune position unitaire ! (...) Il y a aussi la querelle PC-PS que les travailleurs n'ont pas compris. (...)

*QdP : Face aux «perspectives» bourgeoises de l'Union de la Gauche, peut-on encore définir une «Gauche Syndicale» dont les orientations seraient en opposition à celles, réformistes, qui animent la direction confédérale sortante ?*

R. : Il y a eu des tentatives de constitution d'une «Gauche Syndicale» à la base ; ça a avorté... mais ça a été intéressant du point de vue de la réflexion de l'organisation. Je pense qu'à l'occasion du 37<sup>e</sup> Congrès on peut assister à la constitution d'un «courant de gauche» syndical, assez important, axé sur la démocratie ouvrière dans la lutte, le refus du soutien inconditionnel de la Confédération à E. Maire, les relations CGT-CFDT et ce que l'on entend par l'Union des Forces Populaires, et la question du pouvoir d'Etat. Il y aura là une bataille assez importante ! Cette «Gauche Syndicale» n'est pas une «tendance», mais un courant qui mènera une bataille d'amendements significatifs... (...)

Il est vrai que dans les Congrès, des dispositions statutaires limitent les interventions, mais si les Syndicats ou les Fédérations se donnent les moyens de s'organiser en temps utile, ils peuvent influencer et peser assez fortement sur le Congrès !



## LE SOCIALISME AU COEUR DES LUTTES (extraits des orientations adoptées par la Fédération Générale Service Livre à son Conseil National Fédéral de mars 76)

• «Dans les luttes, se développe une contestation plus approfondie du fonctionnement même du système capitaliste, de la place qui y est faite aux travailleurs. Bien sûr, cette contestation reste très inégale, mais c'est elle qui a marqué de la façon la plus vivante, l'évolution de notre société ces dernières années. (...)

• «Rien n'est acquis tant que la logique du profit règlera tous les échanges, tant que les travailleurs privés de la possession de leur outil de travail seront dépossédés de tout pouvoir sur leur travail et les richesses qu'il crée. (...)

• «Les luttes tracent les lignes directrices du socialisme que nous voulons ! Les luttes sont la critique quotidienne du capitalisme vécu par les travailleurs. En même temps, elles tracent les lignes directrices d'un autre fonctionnement de la société, orienté par les aspirations des travailleurs et non plus par le profit, basé sur l'accord collectif et non sur les contraintes hiérarchiques.

• «Dans les revendications mises en avant, notre critique du capitalisme s'approfondit et notre conception du socialisme se précise. (...) Les revendications ont un contenu politique immédiat. Elles ne contestent pas seulement l'appropriation du profit par une classe, le partage du gâteau. Elles mettent directement en cause la base même du profit capitaliste. Elles posent la nécessité d'une socialisation des moyens de production, d'un pouvoir collectif réel des travailleurs sur l'organisation de la société. Elles concrétisent notre conception du socialisme. (...)

• «L'arrivée des partis de gauche au gouvernement n'est pas la réalisation du pouvoir des travailleurs. Toutes les structures sociales restent en place qui ont pour finalité d'assurer la reproduction du système capitaliste. (...) L'appareil d'Etat actuel est conçu pour assurer la domination d'une classe et pour exclure les travailleurs de tous les rouages qui contribuent à l'organisation centrale de la société. Son occupation par des partis de gauche ne change pas sa nature.»

# LUTTES OUVRIÈRES

## Métallurgie rochelaise

# la lutte commune notre atout le plus solide

Depuis quelque temps, la tension est vive aux portes de la CIT-ALCATEL, à la Rochelle. En effet, Coury, préfet des Charentes Maritimes, a menacé ouvertement de faire intervenir les flics pour permettre à une poignée de non-grévistes et de petits chefs encadrés par des nervis de la CFT Simca de rentrer dans l'usine.

Ainsi, à l'aube de leur cinquième semaine de lutte, les 4600 métallos en grève totale vont donc à nouveau devoir s'opposer à ce qui a été jusqu'à présent la seule réponse du patronat local à leurs revendications : la répression, pour tenter de rompre le mouvement uni des métallurgistes rochelais.

Depuis le 21 avril, depuis que les 1800 ouvriers de l'Alsthom (anciennement Brissonneaux) ont engagé la lutte, ce sont huit usines métallurgiques qui se sont mises en lutte ensemble pour la satisfaction des revendications inscrites dans la plateforme commune, l'unité du mouvement ne s'est à aucun moment démentie.

Cette lutte d'ensemble a pris naissance dans des actions de solidarité à l'usine quand tout à tour chacune d'elles engageait des débrayages contre le refus entêté des patrons de satisfaire les revendications des salaires : Aujourd'hui, une ouvrière de la CIT ne gagne guère plus de 1400F par mois ! «Et puis, raconte un jeune ouvrier du chantier naval de La Pallice, presque tout naturellement, comme on avait à peu près partout les mêmes revendications, l'idée a fait son chemin qu'il faudrait frapper ensemble».

### «SE METTRE EN LUTTE ENSEMBLE : NOTRE ATOUT LE PLUS SÉRIEUX !»

Manifestation commune dans le centre ville, meetings communs, c'est ensemble que les problèmes de la lutte doivent se résoudre : alors quand le patronat et le préfet portent leur coup d'une manière privilégiée sur les grévistes de la CIT, ceux d'Alsthom, des chantiers de la SEMAT etc... viennent en renfort : «Ce n'est pas simplement affaire de solidarité, explique un syndicaliste de la SCAN, on ne peut pas permettre que l'USPIC isole les boîtes une à une. Au début, c'était peut-être naturel de se mettre en grève ensemble, aujourd'hui, on se rend compte que c'est notre atout le plus sérieux pour arracher quelque chose de valable».

Et ce qui a donné plus de mordant encore, c'est le fait que les travailleurs de chez Paskaer, la plus petite usine avec 78 ouvriers, ont réussi à arracher les 150F au bout de la deuxième semaine de grève : «Paskaer a lâché les 150F, alors les autres peuvent le faire aussi, dit un ouvrier de l'ALSTHOM ; s'ils ne

veulent pas céder, c'est une affaire de politique : ça pourrait des fois donner des idées à d'autres gars».

### APRÈS LES BASSALAIRES LES CADENCES, LA COLÈRE OUVRIÈRE ÉCLATE

Au cours des deux dernières années, dans pratiquement toutes les usines métallurgiques de La Rochelle, les travailleurs voient grossir le carnet de commande, ils subissent une forte augmentation des cadences. L'expansion du trust Alsthom, pour prendre cet exemple, est particulièrement florissante, ce qui n'empêche pas les patrons de la boîte de vouloir délibérément renier les acquis des luttes passées : à tel point qu'ils en viennent aujourd'hui à remettre en cause le treizième mois attribué récemment !

«On ne peut subir le chômage, à l'exception de la CIT qui a réduit l'horaire d'une heure l'année dernière, explique un responsable syndical, mais en même temps qu'on gagne peu, on doit subir l'élévation des prix d'une ville touristique. Pour pas mal de familles ouvrières, c'est un désastre !»

### CE N'EST PAS LE MOMENT DE LÂCHER !»

La décision des métallos, mardi dernier, de reconduire la grève à une très large majorité, a surpris pas mal de monde. A commencer par les dirigeants de l'union des métaux CGT, membres du P«C»F, qui, comptant sur la lassitude des grévistes face à

l'intransigeance patronale se prenaient déjà à envisager «de nouvelles formes de lutte» pour le lendemain même chez Alsthom : quelques débrayages tournant, histoire de ne pas donner aux travailleurs le sentiment de la défaite amère. Mauvais calcul ! «On a tenu quatre semaines, on a perdu notre mois de salaire, c'est vrai, disait un vieil ouvrier de l'Alsthom, riche de l'expérience de ses 26 années de boîte, mais on est encore tous ensemble dans la bagarre, c'est justement pas le moment de lâcher».

La mobilisation, la volonté de vaincre d'une majorité de métallos oblige aujourd'hui

de nombreux travailleurs de populariser très largement le mouvement et de multiplier pour cela les initiatives offensives «qui mettent tout le monde dans le coup» comme dit une jeune ouvrière de la CIT.

Aujourd'hui, compte tenu de la répression contre les mouvements grévistes rochelais, la lutte devra franchir une nouvelle étape. Riposter par à coup contre la répression ? «On l'a déjà fait à plusieurs reprises, mais il faudra peut-être songer à faire autre chose que des piquets de grève symboliques», disent certains travailleurs. C'est un fait que les métallos de La Rochelle ne

### LES MÉTALLOS ROCHELAIS SAVENT À QUOI S'EN TENIR SUR LA JUSTICE DE LECANUET !

Après 20 militants de l'Alsthom traduits en référés le 30 avril, puis 17 militants de CIT-ALCATEL, ce sont 26 syndicalistes CGT-CFDT du chantier naval de La Rochelle-Pallice qui ont été convoqués à leur tour devant le tribunal jeudi 20 mai. Ils étaient normalement attendus au tribunal le mardi précédent.

Mais, ce jour-là, il y avait mieux à faire pour les métallurgistes rochelais que d'écouter le désormais inévitable jugement d'expulsion rendu par un tribunal aux ordres du patronat. Les travailleurs participaient au meeting commun de toutes les usines en grève (meeting qui décidait la poursuite de l'action à une très large majorité). Les syndicalistes des ARPC firent savoir leur «indisponibilité» au juge qui les attendait et l'invitait à reporter l'affaire au jeudi 20.

C'est accompagné par plusieurs centaines de métallos que les 26 syndicalistes ont donc comparu le jeudi devant le tribunal le matin à 9 h. Dix minutes plus tard, ils ressortaient du palais, chantant l'Internationale. Dans l'intervalle, la plaidoirie de l'avocat du patronat avait été interrompue et la voix du président couverte par les mots «Nous voulons, nous aurons satisfaction ! Les travailleurs ont déjà jugé cette forme de justice tout entière dressée contre leur lutte !

l'union CGT des métaux majoritairement représentée, et l'intersyndicale, à conduire ce mouvement, à lui donner les moyens de préserver son unité et ses chances de faire reculer le patronat rochelais. C'est ce qui d'ailleurs embarrasse singulièrement les révisionnistes qui commencent à manifester le sentiment «d'être débordé» mais qui rechignent à répondre à la deman-

de de nombreux travailleurs de populariser très largement le mouvement et de multiplier pour cela les initiatives offensives «qui mettent tout le monde dans le coup» comme dit une jeune ouvrière de la CIT.



## HUIT ENTREPRISES EN LUTTE

Début avril, huit entreprises de la métallurgie rochelaise déposent un cahier de revendications. Les discussions à propos de ce cahier de revendications ne donnant rien de concret, les débrayages commencent.

Les négociations s'engagent alors entre syndicats et direction. Les résultats étant à nouveau inacceptables, l'entreprise Alsthom décide une grève totale dès le 21 avril 76, suivie une semaine plus tard de sept autres entreprises à savoir : SNARPC (chantier naval), CIT-ALCATEL, SCAN, SEMAT, SOTERA, PASKAER et la peinture navale. Huit entreprises s'unissent pour établir une plateforme commune CFDT-CGT, regroupant les points essentiels des différents cahiers de revendications soit :

- Arrêt immédiat de la nouvelle grille de classification, et réouverture des négociations avec l'UIMM.
- Augmentation des salaires de 150F uniforme plus 2% d'amélioration du pouvoir d'achat.
- Prix de point à 14 F 80.
- Retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
- Retour à la semaine de 40 H sans perte de salaire.
- Droit syndical : extension des droits en vigueur

- cinquième semaine de congés payés  
- Amélioration des conditions de travail.

Après diverses manifestations dans les rues de La Rochelle, une délégation monte à Paris au siège de l'UIMM le 6 mai.

L'UIMM déclare alors donner le feu vert aux patrons rochelais pour l'ouverture des négociations. Dans le même temps, plusieurs syndicalistes sont assignés en référés et condamnés à évacuer le piquet de grève et à «respecter la liberté du travail» !.

Le 13 mai, soit huit jours après le retour de la délégation de Paris, s'engagent des discussions en présence de l'inspecteur du travail. Aucun point de la plateforme revendicative n'est discuté, le patronat se contentant de faire les propositions suivantes, applicables dès la reprise du travail :

- Congé d'ancienneté, 1 jour pour 10 ans, 2 jours pour 15 ans, 3 jours pour 20 ans.
- Congé pour événements familiaux
- Congé pour mère de famille : 1 jour par an.
- Congé exceptionnel 1 jour par an à l'occasion de la semaine de la voile de La Rochelle !
- Valeur du point à 9,70F au 1<sup>er</sup> Juin 76.

D'autres négociations ont eu lieu le 17 mai entreprise par entreprise, mais les directions se contentent de discuter des modalités de reprise du travail et ne proposent que des avances de salaire remboursables en six mois...

Au terme d'un mois de lutte, le patronat misait sur la lassitude des grévistes ; il en a été pour ses frais : le vote organisé le lendemain décidait à une écrasante majorité de poursuivre la grève : les métallos sont décidés à imposer une négociation globale sur leur plateforme !

## Comment s'organise le soutien ?

Après les provocations et les brutalités policières dont ont été victimes les travailleurs en grève de la Rochelle, en particulier l'attaque des gardes mobiles à coups de grenades lacrymogènes contre la manifestation du 30 avril, les travailleurs de Charente Maritime, ont témoigné par de multiples débrayages et manifestations de leur solidarité.

Tous les jours, les paysans et les marins-pêcheurs fournissent à prix réduit tout ce qui est denrées et produits.

Les collectes vont bon train, partout l'accueil est chaleureux. L'intensification de la campagne de soutien financier est plus que jamais nécessaire : le plus souvent ce sont des familles entières, mari, femme et enfants qui sont en grève.

Pour le soutien financier, les chèques doivent être envoyés aux nom et adresse de :

Bernard BRUNED - Solidarité Métaux  
Unions Départementales CGT-CFDT  
6, rue Albert 1<sup>er</sup>  
17000 LA ROCHELLE

# TRIBUNE DU 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCRml



Il faudrait que le PCRml précise ce qu'il entend quand il dit : «D'apparition récente, fort, se masquant derrière les mots de socialisme et de paix, cherchant à évincer son rival américain, le social-impérialisme constitue l'ennemi le plus dangereux des peuples».

J. Paris

Sans doute est-il utile, comme le camarade le souligne qu'on précise ce que nous entendons par danger principal.

D'abord dans cette partie du programme il s'agit pour nous de dénoncer les dangers extérieurs ; il est clairement indiqué à d'autres endroits de notre programme qu'avant tout, tous nos coups devaient être réservés à l'ennemi qui s'oppose aujourd'hui à notre révolution, qui exerce directement son oppression sur notre peuple : l'impérialisme français.

Par ailleurs quand nous employons le terme «d'ennemi le plus dangereux» il ne

s'agit pas pour nous d'oublier la super-puissance américaine ni de la reléguer comme ennemi secondaire des peuples, derrière le social-impérialisme soviétique.

Sur le plan mondial nous considérons donc que l'ennemi principal des peuples reste l'une et l'autre des deux super-puissances, car c'est bien leur «rivalité accrue qui fait croire le danger d'une nouvelle guerre mondiale» sur les peuples du monde. Cependant cela ne signifie pas qu'au niveau d'un pays on ne puisse pas distinguer : l'ennemi principal n'exprime pas la même super-puissance pour les peuples des pays d'Europe de l'Est assujettie au social-impérialisme et les peuples d'Amérique Latine maintenue dans la sphère de la domination américaine sous les bottes des régimes fascistes qu'ils ont installés au Brésil, au Chili et dernièrement en Argentine.

Alors qu'entendons-nous par danger principal ?

La différence que nous introduisons en qualifiant ainsi le social-impérialisme d'en-

nemi le plus dangereux des peuples renvoie à une distinction qui nous semble devoir être faite entre les USA et l'URSS sous deux aspects :

1) Alors que l'impérialisme américain a fait connaître partout dans le monde et depuis de nombreuses années sa politique d'asservissement, de guerre et de cruauté, le social-impérialisme apparaît comme un impérialisme «neuf». Ce n'est que depuis la fin des années 60, que sa transformation intérieure en pays capitaliste a entraîné celui-ci à adopter une politique impérialiste. Il peut ainsi, en s'appuyant sur son passé, tromper les peuples du monde. Sous couvert de pratiquer l'internationalisme prolétarien, il intervient partout dans le monde pour tenter d'étendre sa zone d'influence. Même si la prudence des peuples et des pays se développe, avec leur prise de conscience, l'Angola et de nombreux autres exemples nous montrent la confusion sur laquelle l'URSS peut encore s'appuyer, il convient dans ces conditions de souligner particulièrement la nature réelle de la super-puissance soviétique.

2) Le deuxième aspect qui distingue l'URSS et les USA renvoie à une particularité

objective. L'impérialisme américain comme l'indique notre projet de programme s'est affaibli, à l'intérieur comme de l'extérieur. Il a subi de cuisants échecs en Indochine, sa domination est partout remise en cause. Il garde cependant une grande partie des peuples et pays sous sa pression, tente même dans la période de renforcer la cohérence de sa zone d'influence, bref «n'a pas renoncé à ses tentatives d'hégémonie mondiale». L'URSS, comme nous l'avons dit est un impérialisme «neuf», accumulant un énorme potentiel militaire, nourrissant une ambition démesurée. Arrivant aujourd'hui sur la scène mondiale à égalité sur le plan militaire avec l'impérialisme américain, elle ne peut accepter un partage «de fait» à l'avantage de l'autre super-puissance. Le propre de l'impérialisme c'est de tendre à un moment donné à l'hégémonisme. «Profitant du déclin relatif des Etats-Unis, l'URSS postule aujourd'hui à un repartage du monde», d'où son caractère particulièrement agressif, les initiatives qu'elle ne cesse de prendre pour rivaliser avec l'impérialisme américain et lui disputer sa sphère de domination.

R. D.

## COMMENT PARTICIPER À LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

Dans le projet de programme dans le paragraphe consacré à la «crise des pays capitalistes» il est écrit : «Au Portugal, sous la poussée des peuples des colonies et des luttes revendicatives, le régime de Caetano s'est effondré. Le putschisme du PCC a empêché le puissant mouvement des masses de remporter la victoire décisive, de prendre le pouvoir et a amené l'instauration d'un régime bourgeois».

D'une part, je trouve que ces deux phrases rendent compte d'une manière extrêmement sommaire des événements qui se sont déroulés au Portugal ; d'autre part, la

caractérisation du PCCP comme «putschiste» me semble prêter à confusion. S'agit-il d'un parti, un peu trop avant-gardiste, qui a voulu «aller trop vite en besogne» comme la presse bourgeoise l'a décrite ? Ou bien s'agit-il d'un parti bourgeois, fondamentalement coupé des masses non pas seulement par la tactique qu'il a adoptée mais du fait de la nature de son projet politique ?

Section  
Châlons-sur-Marne

Plusieurs camarades nous ont écrit au sujet de ce paragraphe, certains nous ont envoyé des propositions que nous publierons prochainement.

**POUR SE PROCURER  
LE PROJET DE PROGRAMME,  
COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7  
5 F + 2 F de port**

## feuilleton

# HON DAT

DE ANH DUC

### RÉSUMÉ :

Xam et son ordonnance ont été tués par des partisans. Le commandant diémiste vient enfumer la grotte.

### 35<sup>e</sup> ÉPISODE ÉCHEC DE L'OPÉRATION «FUMÉE»

— Putain de mère ! c'est de la fumée de piment, oui ou non ? Les rats vont sortir de leur trou ! Fauchez les moi tous, compris ?

Les mitrailleurs attendaient, le doigt sur la détente et les lèvres pincées. Mais rien ne se passa. Tout à coup, les soldats qui se trouvaient le plus près de la grotte refluèrent.

— Qu'y a-t-il ? s'inquiéta l'officier.

Au lieu de répondre, les soldats toussaient violemment. La fumée refusait de pénétrer dans la grotte. Chassée par un courant venant de l'intérieur, cette sacrée fumée grisâtre s'obstinait à se répandre sur les deux côtés et les soldats en avaient pris une bonne dose. D'où cette reculade précipitée, suivie de toux, d'éternuements et de larmes. Quelques uns vivement affectés par l'âcreté de la fumée s'affalaient à terre. D'autres, ne pouvant ouvrir les yeux, marchaient en tâtonnant comme des aveugles.

Furieux, Ba se releva et alla se rendre compte lui-même. Il reçut une bouffée qui le fit tousser et reculer précipitamment, poursuivi par les dangereux tourbillons. Tout se passa comme si quelque un soufflait de l'intérieur sur le feu. Mais il n'en était rien. Tout venait de la sottise des

troups fantoches. La pression à l'intérieur étant la plus forte, jamais la fumée ne pourrait s'enfouffrer dans la grotte. (...)

La nouvelle de la mort de Xam accroît la démoralisation des soldats. Le commandant va voir les blessés.

A l'école dont, le premier jour, il avait fait jeter tous les meubles dehors, le commandant assista à un spectacle hallucinant. Les blessés étaient couchés sur des bâches, pêle-mêle et serrés comme des sardines en boîte. Des corps livides, malodorants, couverts de bandages. Les bras et les jambes remuèrent sans cesse. Des morceaux de coton et de gaze maculés de sang et de terre gisaient çà et là. La saleté était repoussante. Les blessés lançaient sans répit des imprécations et gélaient sur tous les tons, suivant la gravité de leurs blessures : de longs sanglots comme des enfants en pleurs, des claquements de langue, des sifflements entre les dents, des halètements, des cris inarticulés et étouffés comme dans un cauchemar.

Seuls les blessés graves étaient laissés ici. Les autres, récupérables, avaient été évacués par le même hélicoptère que le corps du Yankee tué.

Le commandant fronça les sourcils devant ces hommes qui se tordaient, injuraient et gémissaient.

Les blessés insultent. L'un d'eux s'agrippe à l'officier.

Celui-ci cligne des yeux à l'adresse de la

sentinelle qui portait une «Thompson» en bandoulière.

— Achève-le !

Le soldat ôta l'arme de son épaule, mais il resta pétrifié, bouche bée. Son doigt sur la gâchette tremblait. Il ne pouvait tirer. Mais le commandant n'attendit plus. Il sortit son Colt 12, visa la tête aux bandages rougis de sang et fit feu. Le blessé s'affaissa, laissant retomber lentement les mains qui s'agrippaient aux bottes du commandant.

Celui-ci tourna son arme contre la sentinelle :

— Et toi, pourquoi m'as-tu désobéi ? dit-il en grinçant des dents.

L'homme ne répondit rien mais la «Thompson» qu'il avait à la main se leva lentement vers l'officier. Celui-ci pâlit soudain en remarquant que les yeux de l'autre étaient de braise et que sa main gauche avait empoigné vigoureusement le chargeur plein de la mitrailleuse. Le commandant abaissa son pistolet et le remit dans l'étui en surveillant le soldat des yeux. Celui-ci braqua encore son arme sur l'officier pendant un long moment avant de la remettre d'un geste brusque à l'épaule.

En quittant ce lieu de désolation, le commandant pensait en lui-même : «Il faut tuer cet homme, sinon, il me tuera !» Le soldat regarda plusieurs fois son supérieur en coin : «Il se vengera, il faut que je prenne les devants». Et tous deux savaient ce que l'autre ruminait.

(à suivre)

# ILS RENTRENT AU CAMBODGE

## ● Déclaration commune des Cambodgiens à la veille du départ pour le Kampuchéa Démocratique



Nous, étudiants, stagiaires, fonctionnaires, militaires, anciens «réfugiés forcés» expatriés aux Etats-Unis, au Canada et en Europe dans des circonstances de guerre d'agression US contre notre pays, allons rejoindre cette semaine même notre chère patrie, le Kampuchéa Démocratique.

Retourner dans son pays est une «chose qui va de soi» pour ne pas dire normale ou naturelle. Mais dans la situation où de viles campagnes calomnieuses sont orchestrées contre notre pays, notre peuple et où nous sommes nous-mêmes soumis aux pressions multiples, nous tenons, par cette déclaration commune, à exprimer auprès de l'opinion publique internationale éprise de paix et de justice, en même temps que les raisons de notre décision de rentrer, notre profonde indignation et notre condamnation de ces campagnes de dénigrement et de ces pressions.

### Une décision mûrement réfléchie

Notre décision n'a été dictée par aucune passion. Elle n'a pas été non plus prise dans l'obscurantisme, mais après une mûre réflexion, faite à partir des prises de connaissances de faits authentiques de tous ordres, politique, économique, social, faits qui se sont réalisés dans la nouvelle société du Kampuchéa Démocratique, notamment après la libération totale du 17 avril 1975.

En effet, c'est presque superflu de le redire, les prodigieuses et immenses réalisations actuelles, avec une ardeur combien sublime, de notre peuple, non seulement expliquent l'enthousiasme et la hâte des Cambodgiens d'aller apporter leur part de contribution, mais sont aussi, pour l'humanité entière qui a été toujours au côté du peuple du Kampuchéa dans ses heures difficiles, autant de sources de fierté, d'admiration et de joies profondes.

### Une campagne calomnieuse

Mais les impérialistes américains et leurs complices gardent une basse rancune à l'encontre de notre peuple qui leur a infligé une défaite honteuse en les forçant à se retirer ignominieusement du Kampuchéa. C'est pourquoi, ils mènent avec leur machine de propagande et d'intoxication, toute une campagne calomnieuse tendant à obscurcir systématiquement cette situation exaltante au Kampuchéa.

Cette campagne d'intoxication tente de faire croire à l'opinion publique qu'il y a des «choses horribles» au Kampuchéa, des «crimes», des «massacres»...; l'ardeur, l'enthousiasme de la population dans les champs en pleine mémorisation est présenté comme du «travail forcé» dans les «camps» sous la baïonnette; les responsables du pouvoir populaire actuel sont assimilés à des pires «dictateurs» avec des épithètes méprisantes de «sectarisme intransigeant»



Après les bombardements américains.

sinon de «conception primitive, brutale», etc...

Comment expliquer tous les succès remportés par notre peuple dans tous les domaines, s'il y a autant de «centaines de milliers de massacres»?

Comment croire qu'un tel peuple qui a si opiniâtrement combattu toutes les injustices toutes les inégalités tous les malheurs, pourrait une fois parvenu au pouvoir, instituer ou autoriser ces mêmes maux?

75 militaires de l'ancien régime, dont de nombreux officiers,  
Un ancien gouverneur de province,  
Plusieurs médecins, professeurs, ingénieurs,  
De nombreux élèves et étudiants,  
Au total, 126 Cambodgiens patriotes, rejoignant leur pays, ont signé cette déclaration.

### Comment on fabrique les fausses nouvelles

Certains d'entre nous, qui ont été embarqués de force par des généraux réactionnaires dans les bateaux le jour de la libération, emmenés aux Etats-Unis et parqués dans de vrais camps, ont subi

Ainsi, toute cette campagne de dénigrement traduit une fois de plus un profond mépris, un grave affront de leurs auteurs à l'encontre du peuple du Kampuchéa ainsi qu'à l'encontre de l'opinion publique éprise de paix et de justice du monde entier.

### Les USA veulent faire oublier leurs crimes

Il n'est pas difficile de percer le noir dessein des auteurs de cette campagne calomnieuse; ils veulent à tout prix faire oublier le plus vite leurs crimes contre notre peuple; en même temps, ils cherchent par tous les moyens à empêcher notre peuple de reconstruire et de construire son pays. Comme exemple récent, ces défenseurs de «liberté», les impérialistes américains, sont allés lâchement bombarder la ville de Siemreap causant une cinquantaine de morts et blessés, et naturellement leurs machines de propagande et d'intoxication tentent de déformer et cacher ces faits.

Force est de constater que l'impérialisme américain et ses complices veulent subjuguier notre peuple. Leurs campagnes d'intoxication visent à l'isoler politiquement, à dénaturer les succès remportés par notre peuple, à dénigrer sa juste cause qui est aussi celle de tous les peuples épris d'indépendance, de paix et de justice. Mais les faits sont très tenaces et les paroles n'y peuvent rien.

### Rejoindre le Kampuchéa démocratique

Animés d'un profond sentiment de fraternité et de large union nationale, conscients que les immenses destructions subies par notre pays, exigent non seulement une fierté passive et une adhésion formelle, mais des résolutions et des efforts, nous nous permettons de lancer un appel à tous nos compatriotes à l'étranger à rejoindre le plus rapidement le Kampuchéa Démocratique pour apporter notre part de contribution à l'œuvre de relèvement d'économie nationale, d'édification de la société nouvelle et de la défense du pays.

Nous sommes convaincus que l'opinion publique éprise d'indépendance, de paix et de justice aux Etats-Unis, au Canada et en Europe n'accordera aucun crédit à toute cette campagne calomnieuse des impérialistes américains et leurs complices qui utilisent toujours leurs machines de propagande et d'intoxication pour masquer leurs actes néo-colonialistes contre les nations et peuples innocents dans le monde.

Fait à Paris le 23 mai 1976  
Les Signataires

- On affirmait que les anciens militaires étaient tués dans leur pays : ils montrent leur confiance.
- On monte toute une campagne de calomnies : ils ont été témoins des procédés employés pour la fabriquer et ils les dénoncent.
- Non, le Cambodge, ce n'est pas l'enfer, c'est un pays libre et heureux, que tous ses fils aspirent à rejoindre.